1er-15 AVRIL 1966 BIMENSUEL 18e Année (Nouvelle Série). — N° 360

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

NICOLAS LANG. — L'Afrique « révolutionnaire » et les communistes 1

CLAUDE HARMEL. — Une thèse provisoire : la « pluralité des partis » 4

LUCIEN LAURAT. — Bilan du plan septennal. III. Agriculture et élevage 9

ROCCO ASTORI. — Les communistes prochinois en Italie 12

IVAN AVAKOUMOVITCH. — Congrès d'un parti communiste pro-chinois aux Etats-Unis 14

Le grand débat américain sur la guerre au Vietnam : I. George Kennan : Plaidoyer pour le néo-isolationnisme, p. 18. — II. Dean Rusk : Plaidoyer pour le « containment », p. 18. — III. C. L. Sulzberger : Contre les néo-isolationnistes, p. 20.

A. TONG. — Le vrai visage du « Front National de Libération du Sud-Vietnam » 21

BORIS SOUVARINE. — L'énigme démographique en Chine 25

L'Afrique « révolutionnaire » et les communistes

S'IL est des éléments de la crise que traverse aujourd'hui le continent africain qui procèdent de l'Afrique, de la vieille Afrique traditionnelle et d'elle seule — six putschs militaires en trois mois, trente-trois coups d'Etat ou tentatives de coups d'Etat depuis 1959, voilà qui illustre tragiquement l'instabilité politique permanente dont souffrent les pays africains ! — il en est d'autres qui relèvent, directement ou non, de la stratégie du communisme mondial, stratégie élaborée déjà du vivant de Lénine et résumée par ce texte officiel datant, lui, de 1928 : « La lutte révolutionnaire dans les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants, constitue, du point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, *une des plus importantes tâches stratégiques* de l'Internationale communiste » (Programme — VIe Congrès du Komintern).

Au drame d'une émancipation accordée prématurément et surtout sans garanties suffisantes, s'ajoute l'opération à caractère subversif lancée par les communistes et leurs alliés dans la perspective de « la lutte mondiale du prolétariat ». Tenue longtemps à l'écart, l'Afrique est devenue à son tour l'objet d'une attention d'autant plus intense de la part des dirigeants de Moscou et de Pékin que, durant de longues années, ils l'avaient pratiquement ignorée. La mutation si rapide de l'Afrique qui a vu, en quelques années, la plupart de ses populations accéder à l'indépendance, a permis également aux communistes d'y prendre pied, d'y installer leurs organisations et d'y développer une action si néfaste qu'elle a fini par susciter parmi les Africains eux-mêmes un mouvement de défense qui donne à certains événements récents une explication trop souvent passée sous silence par les observateurs et commentateurs occidentaux. La vague anticommuniste qui a déferlé sur Accra après la chute de N'Krumah, manifestation qui s'apparente à celle dont nous sommes les témoins en Indonésie, montre combien le peuple ghanéen était las de la présence des « conseillers », « diplomates » et autres « techniciens » venus des pays communistes. Peu suspect de sympathie à l'égard de « l'impérialisme », M. Bechir Ben Yahmed écrit dans l'hebdomadaire « *Jeune Afrique* » (N° 272) dont il est le directeur général : « La réalité d'aujourd'hui, aussi amère qu'elle soit pour les révolutionnaires d'Afrique, c'est que si Washington et Londres sont satisfaits

de l'élimination de M. N'Krumah, le peuple ghanéen et la majorité de ses cadres sociaux, politiques et économiques, le sont davantage encore ».

En voulant faire du Ghana le premier « Etat socialiste » d'Afrique, en favorisant l'action des mouvements révolutionnaires africains dont la plupart des leaders étaient installés à Accra, en apportant leur aide à cette vaste propagande qui, sous le couvert de la défense du panafricanisme, visait surtout à provoquer la fin des régimes modérés d'Afrique, les communistes, qu'ils soient Soviétiques, Polonais ou Chinois, ont suscité dans le peuple ghanéen un mouvement de réaction qui s'est traduit le 24 février par le putsch des militaires. En prenant le pouvoir, ceux-ci ont non seulement marqué leur hostilité profonde à la dictature de N'Krumah et à son culte invraisemblable de la personnalité, mais ils ont également porté un coup d'arrêt brutal à la tentative de communisation de leur pays. Sans doute, N'Krumah n'était-il pas un communiste au vrai sens du mot — pas plus que Fidel Castro ne l'avait été jadis — mais, par sa politique étrangère et grâce aux réformes profondes inspirées du « socialisme scientifique » dont il entendait doter le Ghana, il était devenu le principal « compagnon de route » des communistes parmi les chefs de l'Afrique « révolutionnaire ». En éliminant N'Krumah alors qu'il se trouvait à Pékin, en chassant ensuite du Ghana des centaines de « techniciens » soviétiques, chinois, tchécoslovaques ou polonais, les nouveaux dirigeants d'Accra ont montré qu'ils avaient pris conscience du danger que courait leur pays. L'échec des communistes au Ghana est d'autant plus sensible et a dû être d'autant plus douloureusement ressenti à Moscou — il suffit d'ailleurs de lire les commentaires de la *Pravda* et des *Izvestia* pour en être convaincu — que les communistes avaient fait des investissements humains et financiers importants qui, dans leur esprit, devaient leur permettre de faire du Ghana un « Etat de démocratie nationale » dont Cuba est pour l'heure le meilleur exemple. De toute évidence, il s'agissait là d'une opération de longue haleine, mais il n'est pas osé d'affirmer que le processus était déjà sérieusement entamé et que, si N'Krumah était demeuré au pouvoir, la transformation du Ghana en une « république populaire » à caractère africain, certes, n'aurait plus été une simple vue de l'esprit.

L'U.R.S.S. ET L'AFRIQUE « REVOLUTIONNAIRE »

Depuis la réunion des quatre-vingt-un Partis communistes à Moscou, à la fin de 1960, la notion d' « Etat indépendant de démocratie nationale » sert, en quelque sorte, de justification à l'action des communistes dans le tiers-monde. En effet, pour les dirigeants soviétiques, les pays dépendants ou semi-dépendants qui accèdent à l'indépendance ne deviennent réellement indépendants que lorsqu'ils se transforment en « Etats de démocratie nationale ». Trois éléments essentiels caractérisent aux yeux des communistes cette forme de régime :

1°) L'indépendance nationale, c'est-à-dire la rupture de toutes les alliances politiques, militaires, etc... avec les anciens colonisateurs ou avec les « puissances impérialistes » et l'adoption en ce qui concerne la politique étrangère du principe du « neutralisme positif ».

2°) La rupture des relations économiques et commerciales avec les pays occidentaux et la création de liens de ce genre avec les Etats communistes.

3°) L'établissement de « l'ordre démocratique à l'intérieur », autrement dit, la participation du parti communiste local aux affaires du pays. Le degré de « démocratie » est mesuré par les communistes selon la part qu'ils peuvent prendre au pouvoir, la « démocratie nationale » devenant totale lorsque le pouvoir est entièrement entre leurs mains.

De tous les pays asiatiques, arabes, africains et latino-américains, seul le régime instauré à Cuba remplit d'ores et déjà les trois conditions définies par les communistes. Il faut toujours avoir en mémoire ces trois conditions si l'on veut comprendre le sens de la tactique appliquée par les communistes dans les pays du tiers-monde.

En ce qui concerne l'Afrique, en particulier l'Afrique noire, les Soviétiques, après leurs échecs en Guinée et au Congo-Léopoldville, ont nettement pris conscience d'un certain nombre de réalités africaines. Ne disposant pas d'un prodétariat industriel qu'il aurait été possible d'organiser en une « force de frappe révolutionnaire », ayant affaire à une société formée très souvent d'une manière primitive, manquant d'une élite africaine politiquement bien formée, les communistes ont orienté leur action vers ceux des pays africains qui, pour l'une ou l'autre raison, avaient rompu totalement ou partiellement les liens qui les rattachaient à l'ancienne puissance colonisatrice. Ces pays qui se qualifiaient eux-mêmes de « révolutionnaires » paraissaient présenter aux communistes des possibilités d'action qui n'existaient pas ailleurs. Sans négliger pour autant leur pénétration dans les autres Etats africains dits « modérés », les communistes, sous le couvert de l'aide technique et économique, vinrent s'installer en force dans ces pays africains « révolutionnaires ». Après le Ghana, premier pays à avoir établi des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. en Afrique noire, ils s'implantèrent en Guinée, au Mali, en Tanzanie et plus tard au Congo-Brazzaville. En Afrique blanche, c'est évidemment vers l'Egypte de Nasser, puis vers l'Algérie de Ben Bella, que s'orientèrent leurs efforts.

Ne traitant pas spécifiquement de l'Afrique, mais parlant de l'action communiste dans le monde entier, Lénine déclarait en 1921 : « Tous les sacrifices doivent être consentis, les plus grands obstacles doivent être surmontés, afin de poursuivre systématiquement une campagne d'agitation et de propagande, avec persévérance, persistance et patience,

plus particulièrement dans les institutions, sociétés et associations — même les plus réactionnaires — dont les masses prolétaires et semi-prolétaires sont membres ».

Les communistes ont appliqué fidèlement ces directives à l'Afrique noire et aux organisations africaines. On les a vus noyauter l' « Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques » et en faire un instrument d'action et de propagande communiste. On les a vus tenter et souvent réussir à s'infiltrer dans les organismes pan-africanistes, tel que le « Mouvement panafricain de la jeunesse », dont le siège est à Conakry, la « Conférence des Femmes d'Afrique » (Dar-es-Salam) et l' « Union panafricaine des Journalistes », créée en 1961 à Bamako. Ce sont des organisations satellites internationales communistes qui furent utilisées dans ce travail : « Mouvement de la Paix », « Fédération mondiale de la jeunesse démocratique », « Union Internationale des Etudiants », « Association Internationale des Juristes Démocrates », « Fédération Démocratique Internationale des Femmes », « Organisation Internationale des Journalistes », etc. A chaque fois, les pays et les ressortissants de l'Afrique « révolutionnaire » furent utilisés. A chaque fois aussi, la tactique fut la même : on invitait des Africains à participer à des réunions de ces organisations internationales, on les mettait en rapport avec d'autres Africains déjà communistes et on les « invitait » à créer dans leur pays des sections africaines de ces organisations communistes, celles-ci servant par la suite pour la formation de mouvements panafricains.

Aidant financièrement à organiser en Afrique « révolutionnaire » des conférences internationales dont le retentissement assurait au leader local une plus large audience dans le monde, installant ici et là des stations radiophoniques permettant de développer les émissions à caractère communiste ou simplement neutraliste, favorisant le départ dans les « républiques populaires » de jeunes africains avides de « voir du pays » et d'élargir leur champ de connaissances, les communistes ont réussi ainsi, sans avoir créé de Partis communistes, à s'assurer dans les pays de l'Afrique « révolutionnaire » un certain nombre de complicités plus ou moins conscientes, grâce auxquelles ils espèrent étendre leur influence.

Ayant constaté combien il était difficile actuellement de former des Partis communistes authentiques en Afrique, les communistes semblent avoir décidé de porter leurs efforts sur les Partis gouvernementaux de l'Afrique « révolutionnaire ». C'est ainsi qu'on vit les représentants de l' « Union Soudanaise » (Mali), du « Parti démocratique Guinéen » et du « Parti de la convention du peuple » assister en qualité d'observateurs au XXIIe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., puis à d'autres congrès des Partis communistes étrangers. Des délégations du P.C. de l'U.R.S.S. vinrent visiter les pays de l'Afrique « révolutionnaires », tandis que les trois Partis cités ci-dessus, envoyaient successivement des délégations qui rencontraient les responsables du P.C. de l'U.R.S.S. Une sorte de dialogue fut ainsi établi entre les communistes soviétiques et certains dirigeants des Partis au pouvoir dans les pays de l'Afrique « révolutionnaire ». Par cette tactique, en utilisant notamment les éléments qu'ils ont préalablement formés, les communistes cherchent à orienter vers le « socialisme scientifique » une fraction toujours plus importante des responsables maliens, guinéens, et autres. Les communistes ont connu certes des déceptions mais, en recevant récemment une délégation du F.L.N. algérien, les dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. montrent qu'ils restent fidèles à cette tactique. Tout en invitant d'ailleurs les communistes locaux à s'intégrer dans les rangs du Parti gouvernemental — Parti unique — comme cela fut le cas pour les communistes égyptiens et algériens. Il s'agit d'une entreprise qui est loin d'être limitée dans le temps et qui s'apparente à cette tactique du « Cheval de Troie » dont le succès à Cuba, pour ne citer que cet exemple, fut évident.

« LA VOIE DU GHANA »

A cet égard, il est intéressant de citer l'extrait d'un article publié dans l'organe du communisme international, « *La Nouvelle Revue Internationale* » (février 1966), article intitulé : « *La voie du Ghana* » et écrit par Kofi Batsa, qui avant le récent coup d'Etat était le rédacteur en chef du « *The Spark* » (L'Etincelle), un des journaux de N'Krumah qui défendait ouvertement les thèses marxistes-léninistes au Ghana. Kofi Batsa écrivait donc : « A ses débuts, le Parti de la convention du peuple était un Parti embrassant tous les secteurs de la population, ses racines étaient fermement plantées dans les larges masses. Il faut maintenant le transformer en un Parti d'avant-garde, dirigeant et organisant les masses, sur la base d'une idéologie commune, celle du socialisme scientifique, du marxisme-léninisme adapté aux conditions africaines ».

Voilà qui prouve combien la communication du Ghana était déjà avancée. Si N'Krumah avait conservé le pouvoir, on peut être assuré que le « Parti de la Convention du Peuple » aurait été progressivement transformé en un Parti marxiste-léniniste. Dans la prison où il est aujourd'hui enfermé, Kofi Batsa doit songer amèrement que les « racines » de son Parti n'étaient pas aussi « fermement plantées dans les larges masses » qu'il l'imaginait.

Reste encore le problème de l'aide économique accordée aux pays de l'Afrique « révolutionnaire » par l'Union Soviétique et les autres Etats communistes. Cette aide, moins importante que ne le laisse entendre la propagande communiste (les « démocraties populaires » n'ont pas les moyens de fournir une aide seulement équivalente à celle apportée par les nations du monde libre aux pays sous-développés), cette aide donc doit servir avant tout, dans l'esprit des communistes, à relâcher les liens entre les Etats de l'Afrique « révolutionnaire » et les anciennes puissances colonisatrices, condition indispensable pour que le pays hier encore colonisé

accède à cette forme « supérieure » qu'est pour les communistes l' « Etat de démocratie nationale ». L'aide économique communiste doit permettre également de rapprocher progressivement les pays de l'Afrique « révolutionnaires » du « camp socialiste » jusqu'à les rendre complètement tributaires de celui-ci. Cette opération, si coûteuse n'a encore réussi nulle part. C'est sans doute l'Egypte qui, à l'heure actuelle, est la plus dépendante du bloc communiste. En ce qui concerne le Ghana, les échanges commerciaux avec l'U.R.S.S., ses satellites et la Chine populaire étaient passés, entre 1961 et 1965, de 5 % à 13 %, plus de 85 % des échanges continuant à se faire avec l'Occident.

Pour justifier cette « dépendance », N'Krumah dans son livre : « *Le néo-colonialisme ,dernier stade de l'impérialisme* », titre inspiré très vaniteusement de l'ouvrage de Lénine, citait précisément un texte du chef bolchevick, texte datant de mars-avril 1918 et extrait de : « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » : « La possibilité même de l'édification du socialisme dépend de la question de savoir si, pendant la période de transition, nous réussirons à défendre notre indépendance économique intérieure, moyennant un certain tribut payé au capital étranger ».

Et N'Krumah précisait sa pensée : « Ni les machinations des monopoles du cacao, ni les obstacles dressés sur notre route par ceux qui cherchent à contrôler les devises et le crédit étranger, ne nous obligeront à ralentir ou à arrêter notre rythme de développement. S'il faut sacrifier davantage le superflu, nous le sacrifierons. S'il faut donner à notre production plus d'efficacité, nous la lui donnerons. Mais notre développement continuera ».

Cette politique de développement économique dans « la voie du socialisme scientifique » qui se faisait, avec l'appui des communistes, au détriment des conditions de vie de la population ghanéenne et qui s'alliait, sur le plan extérieur, avec une politique qualifiée d' « anti-impérialiste » mais qui en fait s'alignait de plus en plus sur celle de Moscou, et qui était d'ailleurs condamnée par un nombre croissant d'Etats africains, a fini par provoquer la réaction de l'armée et du peuple ghanéen. Après celle de Ben Bella, la chute de N'Krumah devrait conduire les chefs de l'Afrique « révolutionnaire » à méditer sur des précédents qu'ils risquent de voir se répéter dans leurs propres pays s'ils persistent à poursuivre une politique dont les véritables inspirateurs sont souvent installés à Moscou ou à Pékin.

Nicolas LANG

Une thèse provisoire : La "pluralité des partis"

ASSURÉMENT, on peut mettre sur le compte de la maladresse personnelle l'insuffisance (et c'est peu dire) des réponses que fit Waldeck Rochet, le 7 mars, à ceux de ses interlocuteurs de la télévision qui auraient voulu connaître le sort que les communistes réservent, en cas de conquête du pouvoir, aux autres partis, — en particulier aux partis « non-démocratiques ». L'homme n'a jamais été un « débatteur » (il manque trop de vivacité d'esprit) et il n'a pas eu l'occasion d'exercer le peu de dons qu'il avait puisque les discussions ont pratiquement disparu des instances supérieures du Parti communiste français depuis trente ans, par suite des méthodes de direction appliquées par Thorez, à l'exemple de Staline (le « culte de la personnalité »), puisqu'elles ont également disparu de la vie politique en général depuis quinze ou vingt ans par suite de la désaffection du public à l'égard des réunions politiques, et des métamorphoses qu'a fait subir à ces réunions l'usage du microphone, qui supprime l'interruption. Il n'est guère qu'au parlement où l'on débatte encore un peu, mais, chaque fois qu'il est monté à la tribune du Palais-Bourbon, Waldeck Rochet a parlé devant des banquettes vides.

Toutefois, si maladroit que soit dans la controverse le secrétaire général du P.C.F., on ne saurait lui imputer entièrement la médiocrité de ses réponses. Voici dix ans, en effet — depuis le rapport public de Khrouchtchev au XXe congrès du P.C.U.S. en février 1956 — que la thèse sur « *le passage pacifique au socialisme* » et les thèses complémentaires sur « *la voie parlementaire* » et sur la « *pluralité des partis* » figurent parmi les thèmes d'agitation du Mouvement communiste international en général, et du Parti communiste français en particulier, dans leur « matériel d'agitprop ». De ce matériel, sur ce point précis, Waldeck Rochet s'est lui-même servi très souvent depuis dix ans. Il l'a utilisé notamment à la conférence nationale du P.C.F, le 2 février 1963, devant le Comité central en mai de la même année, dans son rapport au XVIIe congrès en mai 1964, enfin, tout récemment, à la session du Comité central qui se tint en janvier 1966 (1). Après tant de répétitions, l'élève le plus médiocre sait sa leçon, le plus mauvais orateur connaît son sujet. Dans l'excellent recueil que vient de publier l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, sous le titre « *Contributions à l'histoire du Comintern* », Boris Souvarine rapporte qu'on disait de Borodine qu'il était

(1) Voir *Est et Ouest*, n° 356, 1er-15 février 1966. Cl. Harmel : « *Le « passage pacifique au socialisme » selon Waldeck Rochet* ».

« *un bon gramophone* ». Il n'existe pas de raison de refuser à Waldeck Rochet un mérite analogue. Si l'émission n'est pas bonne, la faute n'en est pas à l'appareil, ou pas uniquement ; c'est le disque qui est mauvais, et il l'est irrémédiablement.

UTILISER LES CONTRADICTIONS

Voici donc des années que Waldeck Rochet répète qu' « *il n'y a pas de thèse communiste du parti unique* », comme il le déclarait au Comité central en mai 1963 (2). Mais, s'il est facile aux communistes d'affirmer qu'ils n'entendent pas que leur parti soit « unique », il leur est beaucoup plus de préciser d'une part ce qu'ils laisseront faire aux autres partis et pendant combien de temps, d'autre part comment ils concilient leur thèse présente de la pluralité des partis avec leur conception unitaire de la société communiste, conception qui, celle-là, n'a jamais varié.

Des autres partis, ils font, on le sait, deux groupes. Ainsi l'exige leur tactique habituelle, qui est de faire apparaître (ou de créer artificiellement) des « contradictions », en invoquant pour cela la « dialectique » qui, en l'occurrence, n'est guère autre chose qu'une application particulière du « *divide ut imperes* », — divise les autres et use de leurs divisions pour prendre le pouvoir et pour régner.

La manœuvre semblera grossière, mais elle a réussi déjà, et plus d'une fois. Elle a réussi, au lendemain de la guerre, dans les pays qui sont devenus depuis (et en grande partie grâce à elle) des « démocraties populaires ». Elle a réussi maintes et maintes fois dans ce que les communistes appellent des « organisation des masses », la C.G.T. par exemple, où les communistes s'emploient à empêcher les « non-communistes » qui ont consenti à être leurs « compagnons de route » de faire bloc, au point qu'on a vu souvent ces « non-communistes » se charger d'expulser ceux d'entre eux qui manifestaient quelque inclination à s'écarter de la ligne.

Qui ne voit, au surplus, qu'il n'est pas tout à fait interdit aux communistes français d'espérer que la peur de paraître faire cause commune avec les « réactionnaires » amène certains hommes de gauche à accepter que l'on dissocie — en paroles aujourd'hui, mais en actes si l'éventualité s'en présente — le sort des partis de droite du sort de leur propre parti ?

Les communistes déclarent donc qu'il faut distinguer entre les partis qui sont démocratiques et ceux qui ne le sont pas ; mais cette distinction ne peut vraiment satisfaire que ceux qui ont déjà partie liée avec les communistes.

D'abord, cette ligne de démarcation est confuse, et elle est mobile. Waldeck Rochet s'est bien gardé de dire où elle passait exactement, et, par exemple, si le M.R.P. se situe en deçà ou au delà. Et l'on se souvient fort bien que tel socialiste, comme M. Jules Moch, qui se trouve aujourd'hui du « bon côté » de la ligne, était voici dix ou quinze ans rejeté de l'autre, ce qui a toute chance de leur arriver à nouveau. En réalité, les communistes n'ont qu'un critère en la matière : c'est le service qu'on leur rend. Est démocratique le parti qui fait un temps une politique qui sert la leur, et il n'est démocratique que pendant le temps où il fait cette politique, pendant le temps où cette politique sert la politique communiste. Cela est vrai maintenant qu'ils sont dans l'opposition. Cela serait plus vrai encore s'ils arrivaient au pouvoir : alors serait tenu pour démocratique tout parti qui consentirait à les aider à « construire le socialisme ». Les autres seraient rejetés, même s'ils ne sortaient pas, pour exprimer leur opposition, des droits et moyens reconnus par la constitution.

L'expérience des démocraties populaires prouve surabondamment que les communistes, qui sont sans scrupule, savent toujours trouver des raisons extérieures à la politique pour se débarrasser des hommes qui les gênent, — pour les « liquider », comme ils disent. Et leur science du maniement des foules, — de la « mobilisation des masses » — est telle qu'ils peuvent presque toujours, même maintenant qu'ils ne disposent pas des moyens du pouvoir, ameuter assez de gens contre ceux qu'ils veulent perdre pour donner aux plus flagrantes injustices l'apparence d'être l'expression de la volonté populaire.

LA TACTIQUE DU SALAMI

Outre ce critère, les communistes jouent de ce fait, en quelque sorte physique, qu'il y a toujours une droite, et que lorsque les groupes ou partis qui occupent cette position sont éliminés, ceux qui se situaient immédiatement à leur gauche deviennent à leur tour la droite, et, de ce fait, justifiables à leur tour des mêmes critiques, des mêmes accusations, de la même élimination.

Dans une conférence qu'il fit le 29 février 1952 à l'Ecole supérieure du parti des travailleurs hongrois, sous le titre « *La voie de notre démocratie populaire* », Matyas Rakosi avait joyeusement défini cette méthode en des termes que Waldeck Rochet ni aucun autre communiste n'a depuis lors condamnés, s'il s'est gardé de les citer : « *Le repérage, l'éloignement et l'isolement des éléments réactionnaires du Parti des petits propriétaires se poursuivit. Ce parti fut sans relâche contraint d'exclure et d'expulser ses membres compromis. On appelait cela* la tactique du salami, *qui consistait à débiter, jour après jour, tranche par tranche, la réaction qui se dissimulait dans le parti des petits propriétaires* ».

« *Tactique du salami* » ! Les socialistes ont fait un sort (à bon droit) à la formule de la « *volaille à plumer* » dont se servit un jour le « capitaine » Treint pour expliquer ce qu'était, à ses yeux, le but principal du front unique. On serait plus rassuré sur la capacité et la volonté des socialistes d'aujourd'hui à résister aux communistes s'ils avaient fait le même sort, donné autant de célébrité, à la formule de Rakosi...

(2) Voir son rapport dans *l'Humanité* du 9 mai 1963.

Pour réussir, une telle tactique suppose que l'on spécule sur quelques-uns des sentiments les plus abjects du cœur humain. Pour « débiter » un parti en tranches, comme disait ce joyeux bourreau, on fait appel à l'égoïsme et à la peur. Une fois repérés ceux qu'on peut attaquer avec le plus de chances de succès, on incite leurs plus proches amis à se désolidariser d'eux, à ne pas les défendre, à ne pas se compromettre en les défendant. Ils se perdraient sans profit pour personne en essayant de les sauver ; qu'ils songent donc d'abord à leur propre salut.

En des temps paisibles, on n'obtiendrait sans doute pas des hommes tant de lâcheté ; mais les périodes révolutionnaires sont toujours des périodes de terreur, et la terreur liquéfie les âmes.

Autre remarque : lorsqu'ils débitent les premières tranches d'un parti (puisque tel est le langage politique de leur secte) les communistes s'appuient sur les autres partis, et même sur les autres fractions de ce parti. Leur neutralité, au moins, leur est nécessaire, et, s'ils le peuvent, ils utilisent leur concours actif. Quelle réussite pour eux s'ils trouvent ainsi des auxiliaires ! Il n'en sera que plus facile de faire « passer » l'opération, aux yeux du public. Quant aux auxiliaires eux-mêmes, ils auront perdu jusqu'au droit de protester quand leur tour viendra. « Ainsi as-tu fait »...

La conséquence de cette méthode, c'est qu'en règle générale (du moins à en juger par ce qui s'est passé en Europe orientale) les partis et les groupes atteints les premiers par le « débitage » ont été traités avec plus de modération que ceux de la « dernière tranche ». Socialistes et libéraux, s'ils donnaient leur accord pour éliminer telle personnalité accusée à plus ou moins bon droit de fascisme, n'auraient pas admis aussi facilement que la « liquidation politique » allât jusqu'à la « liquidation physique », ou même l'incarcération. Beaucoup d'hommes politiques de droite ont donc pu quitter à peu près librement le pays. Au contraire, quand l'opération approche de la fin, les ménagements ne sont plus nécessaires. Si les socialistes ont été les plus mal traités, les plus abondamment emprisonnés, ce n'est pas seulement un effet de la haine particulière que les communistes vouent depuis toujours — et, si l'on peut dire, constitutionnellement — aux sociaux-démocrates en qui ils sont habitués à voir l'obstacle principal à leur réussite, — le « principal soutien de la bourgeoisie », leurs concurrents auprès des masses populaires. La raison réside en ceci que, lorsque leur tour est venu, les socialistes restaient les seuls, ou presque ; il n'y avait plus personne pour faire contrepoids. Sans doute alors ont-ils compris qu'on ne défend vraiment ses libertés et son droit qu'en défendant ceux des autres, même s'ils sont vos adversaires et fussent-ils vos ennemis.

LE P.C. N'EST PAS DEMOCRATIQUE

Les socialistes n'ignorent pas tout à fait cette solidarité des libertés puisqu'ils prêtent une oreille complaisante aux communistes quand ceux-ci prétendent que toute mesure prise contre le Parti communiste préluderait à des mesures analogues dirigées contre le Parti socialiste. On peut donc tout d'abord leur dire que ce qui vaut sur leur gauche vaut aussi sur leur droite et que, s'ils se sont toujours — ou presque — opposés à toute mesure visant à l'interdiction du Parti communiste, voire à la répression de ses menées les plus évidemment délictueuses (3), ils devraient en tirer argument pour demander aux communistes de reconnaître le droit à l'existence de tous les partis, même d'opposition, et ne rien leur concéder avant d'avoir obtenu une réponse qui soit un acquiescement.

Il faut toutefois aller plus au fond des choses et ne pas laisser les communistes créer à leur profit une confusion sur l'objet même du débat.

On conçoit fort bien qu'un régime démocratique puisse prévoir, pour sa défense, l'interdiction des partis et des formations qui ne sont pas démocratiques. Seulement, il convient de s'entendre sur ce qui fait qu'un parti est démocratique.

Un parti n'est pas démocratique selon qu'à son programme figure le maintien de la démocratie ou son remplacement par un autre système. Dire que l'on préfère un régime à un autre, proposer l'abandon du régime démocratique et son remplacement par un autre système, est parfaitement licite. Cela relève des opinions, et les opinions sont libres dans un régime démocratique, tel du moins que nous concevons ce régime en Occident. C'est même à la façon dont il respecte la liberté des opinions que, pour une bonne part, nous jugeons (un peu abusivement peut-être, eu égard au sens précis du terme) si un régime est démocratique ou s'il ne l'est pas.

Un parti est démocratique quand sont démocratiques à la fois les méthodes dont il use pour faire triompher sa conception du bien public, pour parvenir au pouvoir, et sa structure, son organisation intérieure, ce second point étant sans doute plus important que le premier, car, d'une organisation politique, quels que soient sa doctrine et ses buts, si elle demeure, par son fonctionnement interne non seulement au contact de la société, mais ouverte à son influence, aux courants d'idées qui l'animent, on n'a guère à craindre qu'elle devienne un jour quelque chose comme une troupe étrangère campant sur un peuple, comme une secte acharnée à faire d'un peuple, non par la persuasion, mais par la contrainte, ce que ce peuple ne veut pas être.

Les interlocuteurs de Waldeck Rochet avaient parfaitement le droit de lui demander si un parti qui prétend instaurer une dictature est un parti démocratique. Le Parti communiste, en effet, n'est pas démocratique dans ses buts car, sauf à échéance lointaine, à une

(3) Les socialistes ont approuvé la dissolution du P.C.F. en 1939, mais le cas était particulier et d'ailleurs tous n'étaient pas d'accord. Blum regrettait cette mesure. On se souvient d'autre part qu'en 1953, le groupe socialiste refusa au gouvernement la levée de l'immunité parlementaire de cinq des principaux dirigeants du P.C.F.

date qui se perd dans les nuées du f .tur, il n'entend pas instaurer un régime démocratique, mais un système dictatorial qui, proclamé provisoire, risque pourtant — l'expérience le prouve — de durer des dizaines et des dizaines d'années. Ils auraient pu tout aussi bien lui demander si un parti organisé comme le sien est un parti démocratique, car le Parti communiste est encore moins démocratique dans sa structure que dans ses buts, le centralisme démocratique, principe fondamental de son organisation, ayant pour objet et ayant pour effet de le fermer sur lui-même, d'empêcher que les influences et les idées du dehors n'y pénètrent.

Ainsi, une interdiction des partis non démocratiques (nous ne disons pas qu'elle serait illégitime) devrait commencer par l'interdiction du Parti communiste.

SOCIETE SANS CLASSE, SOCIETE SANS PARTI

Ce qui gênait le plus Waldeck Rochet, ce qui rendait sa position particulièrement inconfortable et sa « démonstration » si peu persuasive, ce n'était pas surtout la peur de donner des scrupules à ses auditeurs de gauche en annonçant que des « mesures » ou des « lois » devraient être prises contre les « partis réactionnaires » liés aux « classes exploiteuses » (cette rhétorique là fait passer bien des choses), mais il se sentait incapable de promettre aux partis qu'il acceptait de dire « démocratiques » un sort différent de celui dont il menaçait ceux qui, d'ores et déjà, sont tenus pour « non-démocratiques ».

Il ne lui était pas possible d'invoquer l'exemple de l'U.R.S.S., où règne le « parti unique » et pas davantage celui de la Chine ou des démocraties populaires, où les « petits partis » — les partis qu'en Chine on dit encore « démocratiques » — sont réduits (même en Pologne) à une existence fantômale, et pire encore. Car les croyances d'autrefois prêtaient une réalité aux fantômes, et les « autres partis » des démocraties populaires n'ont même pas cette réalité-là. Il est facile de publier dans la *Nouvelle revue internationale* ou dans les *Cahiers du communisme* des études sur les partis démocratiques dans la République démocratique (elle aussi) d'Allemagne par exemple. Il l'est moins de dire aux socialistes, aux radicaux, aux républicains, que c'est le sort de ces partis-là qui les attend en récompense de leurs services s'ils veulent bien faire aux communistes la courte-échelle pour qu'ils se hissent au pouvoir.

La doctrine gênait Waldeck Rochet encore plus que les réalités du monde « socialiste », cette doctrine qu'il a apprise voici quarante ans comme une sorte de catéchisme et qu'il ne saurait abandonner ou réviser sans sombrer dans le désarroi intellectuel, sans se détruire lui-même.

Les communistes ont en effet reçu de Marx (et arrangé, comme tout ce qu'ils en ont reçu) une théorie sociologique des partis qui implique, de toute évidence, leur disparition une fois la société devenue socialiste.

Les partis semblent être des groupes idéologiques dans lesquels les hommes sont réunis par une même conception de l'intérêt général, une volonté commune de le servir d'une certaine façon. Ce n'est là, toutefois, qu'une apparence, comme l'est, selon le matérialisme historique, tout ce qui est morale, idéologie, institution juridique, religion. En réalité, les partis ne sont pas autre chose, n'ont jamais été autre chose et ne peuvent pas être autre chose que les organisations représentatives des intérêts matériels des différentes classes sociales, leur expression politique. Cela est vrai même du Parti communiste, qui prétend être le parti de la classe ouvrière, celui qui incarne ses intérêts les plus profonds (même si, de ces intérêts, elle même n'a pas conscience).

Or, la société socialiste sera une société sans classe, sans division de classes, ou, si l'on veut, une société à classe unique, soit parce que les différentes classes se seront fondues en une seule, soit parce que la classe ouvrière sera devenue à elle seule toute la société. Dans une société sans classe, l'existence des partis politiques — organisations de défense des intérêts de classe — ne se conçoit pas. Dans une société à classe unique, la pluralité des partis serait une survivance, une contradiction, une cause de désordre. Là où la société est une, il ne peut y avoir qu'un parti. (En bonne doctrine, il devrait même ne pas y en avoir du tout, mais les communistes, sur ce point, ont révisé Marx).

Que cette conception des partis soit fausse, en dépit des quelques éléments de vérité qu'elle contient, cela ne change rien au fait que les communistes la tiennent pour vraie, que l'on n'est pas communiste si on ne la tient pas pour vraie, et que Waldeck Rochet, — qui est bien incapable de penser en dehors de la doctrine et qui se l'interdirait s'il en était capable — se trouve ainsi dans l'impossibilité absolue, à moins de renier publiquement la pensée du parti, de promettre aux autres partis, fussent-ils par lui baptisés, patentés, démocratiques, une survivance qui, si elle avait une réalité, serait la preuve de l'échec du socialisme.

Dans la société socialiste, les partis autres que le « parti de la classe ouvrière » n'auront donc plus de place, dans la meilleure hypothèse, que dans les manuels d'histoire ou, comme Engels le disait de la machine de l'Etat, « *au musée des antiquités à côté du rouet et de la hache de bronze* ». Telle est la doctrine.

Tout ce que peuvent concéder Waldeck Rochet et ses collègues, tout ce qu'en fait ils concèdent, c'est que, pendant la période dite de transition, tant qu'il y aura intérêt à laisser subsister à côté de la classe ouvrière des classes tenues pour « non-exploiteuses » ou moins dangereusement exploiteuses que la bourgeoisie capitaliste, — les paysans, les artisans, — il sera possible de laisser survivre des partis qui ont pour vocation ou à qui on imposera la vocation de représenter ces classes. Encore devront-ils reconnaître que l'histoire a dévolu

le rôle dirigeant à la classe ouvrière, que son règne est arrivé et que les partis démocratiques n'ont pas d'autre mission que d'aider ce règne à s'établir, de faciliter la disparition des classes qu'ils représentent, leur absorption, brutale ou progressive, dans la classe ouvrière.

Waldeck Rochet peut-il même aller jusqu'à faire cette promesse ? Il a parfaitement compris que cette forme particulière de la dictature du prolétariat qui s'appelle « nouvelle démocratie » ou « démocratie populaire » (dont la formule est due à Mao Tsé-toung) permet d'asservir les classes moyennes en les dotant d'un encadrement politique — les « partis démocratiques » — qui permet au parti communiste d'avoir la haute main sur elles, de les diriger par personne interposée. Mais, outre que cela ne peut se dire, il reste que l'Union soviétique, ce modèle et ce guide, en est toujours au système du parti unique, bien que l'existence d'un seul parti soit en contradiction avec sa réalité sociale reconnue, avouée.

L'Union soviétiqque n'a pas vu encore disparaître entièrement les différences (pour ne pas dire les contradictions) entre la ville et la campagne. Le système de propriété et d'exploitation qui domine dans l'agriculture — système dit coopératif — est différent de celui qui règne quasi universellement dans l'industrie, la construction, les transports. On annonce toujours que les paysans vont devenir des ouvriers salariés comme ceux des entreprises industrielles, mais la réalisation de cet « idéal » est toujours reportée à plus tard. Puisqu'il y a ainsi en U.R.S.S. deux classes, les ouvriers et les paysans, dont la définition économique n'est pas la même, ceux-là étant des salariés et ceux-ci des « coopérateurs », il serait logique, conforme à la conception marxiste des partis, qu'il y ait un parti de la classe ouvrière et un parti de la paysannerie. Quand Khrouchtchev et ses collègues du Politburo, aujourd'hui repentis, ont, en 1962, jugé nécessaire de diviser le parti en deux et d'y constituer des organisations proprement paysannes aux côtés des organisations proprement industrielles, ils reconnaissaient que le comportement économique et social des paysans appelait un traitement politique spécial. S'ils ont fait marche arrière, c'est sans doute parce que tout s'en trouvait compliqué, c'est peut-être aussi parce qu'ils se sont rendu compte qu'une telle expérience risquait de les mener à l'éclatement du parti, à la création d'un parti paysan à côté d'un parti dit ouvrier.

Ainsi, même en U.R.S.S., au regard de la théorie, l'unicité du parti conserve un caractère d'anticipation. S'il n'y a qu'un parti, ce n'est pas parce que la société soviétique présente est une, c'est parce que la société de demain le sera. Mais qui peut garantir aux interlocuteurs de Waldeck Rochet que les communistes français ne jugeront pas utile, salutaire, humain, d'anticiper eux aussi de la sorte et d'imposer le système du parti unique à une société qui, selon leur propre doctrine, ne connaîtra pas encore une unité foncière ?

La seule garantie un peu sérieuse qu'il pourrait leur offrir, celle qui reposerait, non sur la parole du parti (on sait ce qu'elle vaut) mais sur sa doctrine, sur sa théorie des partis, s'effondre à partir du moment où les communistes admettent, contrairement aux enseignements du matérialisme historique, que les institutions politiques peuvent et doivent être, non le reflet de la réalité économique et sociale présente (compliquée par les survivances des institutions qui reflétaient la réalité économique et sociale antérieure), mais le reflet de la réalité économique et sociale de l'avenir — laquelle n'est encore qu'une construction de l'esprit.

La philosophie qui est la seule justification de leur action, la seule excuse de leurs actes, enseigne aux communistes que les autres partis ne sont d'ores et déjà que des survivances, l'expression de formes sociales disparues ou qui sont en train de disparaître. Ils ne peuvent donc avoir, au mieux, à leur égard, que de la condescendance. Jamais ils ne leur reconnaîtront le même droit à l'existence qu'à eux-mêmes. Leur comportement à leur égard n'est dicté par aucune règle morale, uniquement par des considérations de tactique. Tout le reste n'est que mensonge ou illusion.

Claude HARMEL.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F. pour six mois et 60 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F. pour un an ou 90 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Bilan du plan septennal

III. Agriculture et élevage

EN présentant le plan septennal en janvier 1959, Khrouchtchev déclarait, et le texte du plan confirmait, qu'au terme de la septennie, donc en 1965, « *la production soviétique des principaux produits agricoles, tant globale que par tête, dépassera le niveau actuel des États-Unis.* »

Deux ans et demi plus tard, dans son rapport au congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. (octobre 1961), l'ex-numéro I prophétisait : « *Prochainement, l'Union soviétique occupera sur le marché céréalier international des positions qui feront sentir à messieurs les capitalistes la puissance de notre agriculture.* »

Il ne croyait pas si bien dire. Deux ans à peine après ce discours mémorable, l'U.R.S.S. se présenta sur le marché céréalier international comme acheteuse de taille, et elle s'y est assuré depuis trois ans une position quasi inexpugnable. Mais ce n'est évidemment pas ainsi que l'entendait Khrouchtchev. Pour dépasser le niveau américain de 1958 (c'est cela que l'adjectif « actuel » employé au début de 1959 voulait dire), Khrouchtchev estimait que la production agricole soviétique devait, de 1958 à 1965, augmenter de 70 %, soit d'environ 8 % par an. C'est ce que dit d'ailleurs le plan septennal.

Quelle est la réalité de 1965 ? L'annuaire statistique soviétique de 1964 nous donne (p. 246) les chiffres que voici :

Accroissement de la production agricole (a)

1958	100
1959	100,4
1960	103
1961	106
1962	107
1963	99
1964	113
1965	114 (b)

(a) Culture et élevage réunis. — (b) Le bilan économique de 1965, publié le 3 février dernier indique une augmentation de 1 % sur 1964.

Signalons, en passant et entre parenthèses, une nouvelle fantaisie des statisticiens soviétiques. Le bilan de 1964 (publié le 30 janvier 1965) fait état d'un accroissement de 12 % sur 1963, ce qui devrait donner pour 1964 l'indice 111 (et non point 113). Si ce bilan de 1964 n'a pas menti, l'indice pour 1965 serait donc 112 au lieu de 114.

L'augmentation, au cours de la septennie, est donc de 12 à 14 %, alors que le plan avait prévu 70 %. A la place de la progression annuelle prévue de 8 %, la progression effective n'est que de 1,5 %.

Le rapport annuel sur les résultats de 1965 est assez laconique. Pour deux importantes productions : les betteraves à sucre et les pommes de terre, il s'abstient d'indiquer des chiffres, se bornant à dire que la récolte était « bonne ».

LA PRODUCTION GLOBALE

Nous indiquons dans le premier tableau le point de départ (1958) et le point d'arrivée (1965), en confrontant pour ce dernier les prévisions et les réalisations. Nous faisons ressortir en outre dans ce tableau les prévisions pour 1960 (Plan Quinquennal précédent). Le second tableau donne les mêmes résultats en pourcentage.

Résultats de la septennie (en valeur absolue)

	1958	1965 Résultats	1965 Prévisions	1960 Prévisions
Céréales (a)	141,2	120,5	164 à 180	180,0
Betteraves sucrières (a)	54,4	62,2 (d)	76,0	50,0
Pommes de terre (a)	86,5	82,4 (d)	147,0	139,0
Viande (a)	7,7	9,6	16,0	12,8
Lait (a)	58,7	72,4	100,0	82,0
Œufs (b)	23,0	29,0	37,0	45,6
Laine (c)	322,0	356,0	548,0	466,0

(a) Millions de tonnes. — (b) Milliards d'unités. — (c) 1.000 tonnes. — (d) Puisque les résultats de 1965 n'ont pas été publiés, nous indiquons la moyenne 1963/64.

On constate que l'accroissement réalisé est de beaucoup inférieur à l'accroissement promis. Il y a même recul pour les céréales et les pommes de terre. Les résultats, en outre, sont de beaucoup inférieurs aux prévisions, même aux prévisions formulées en 1956 par le plan quinquennal pour 1960 ; seules les betteraves sucrières dépassent en 1965 les objectifs pour 1960.

Résultats de la septennie (en pourcentage)

	Accroissement		Résultats 1965 en % des prévisions pour	
	Prévu	Réalisé	1965	1960
Céréales	+ 16 à 27 %	= 15 %	67-73 %	67 %
Betteraves sucrières (a)	40 %	14 %	82 %	109 %
Pommes de terre (a)	+ 70 %	= 5 %	56 %	59 %
Viande	108 % (b)	25 %	60 %	75 %
Lait	70 %	23 %	72 %	88 %
Œufs	61 %	26 %	78 %	63 %
Laine	70 %	10 %	65 %	76 %

(a) Moyenne 1963/64, les chiffres de 1965 n'étant pas encore disponibles. — (b) Soit plus du double !

LA PRODUCTION PAR HABITANT

Quand il s'agit de denrées vitales, et surtout dans un pays qui pratique en ce domaine l'autarcie la plus stricte, il importe de calculer la production par tête d'habitant.

C'est d'autant plus nécessaire que la population soviétique, en augmentation rapide, s'accroît de plus de trois millions d'âmes par an. Elle était de 209 millions à la fin de 1958 et de 232 millions à la fin de 1965 : elle a donc augmenté de 23 millions au cours de la septennie.

Nous confrontons ci-dessous la production par habitant en 1965 avec les promesses faites il y a sept ans pour cette même année, ainsi qu'avec les prévisions formulées en 1956 pour 1960 et en 1951 pour 1955 (1) :

Production par habitant

	Résultats	Prévisions		
	1965	1965	1960	1955
Céréales (a)	5,2	7,6 à 7,8	8,3	9,1
Betteraves (b)	268	328	231	174
Pommes de terre (b)	355	634	643	650
Viande (b)	41,3	68,9	59,2	45,7
Lait (b)	312	431	381	269
Œufs (c)	125	160	211	355
Laine (b)	1,53	2,36	2,16	1,52

(a) Quintaux. — (b) Kilogrammes. — (c) Unités.

Les résultats de 1965 représentent donc les pourcentages suivants des objectifs des plans précédents :

Par rapport aux promesses pour :

	1965	1960	1955
Céréales	66-68 %	63 %	57 %
Betteraves	82 %	116 %	154 %
Pomm. de terre	56 %	55 %	55 %
Viande	60 %	70 %	90 %
Lait	72 %	82 %	117 %
Œufs	78 %	59 %	35 %
Laine	65 %	71 %	100 %

Les pourcentages de réalisation pour 1965 représentent — nous pesons nos mots — la faillite la plus complète qui puisse s'imaginer. Cette faillite s'avère catastrophique quand on s'aperçoit que les résultats de 1965 sont presque tout aussi bas par rapport à ce qui avait déjà été promis pour 1960, à l'exception des betteraves... mais le chiffre que nous indiquons n'est pas celui de 1965. Et même par rapport aux promesses faites pour 1965 — pour il y a dix ans ! — il n'y a dépassement que pour les betteraves et le lait, et réalisation tout juste pour la laine. Pour tout le reste, la population attend toujours les maigres satisfactions que ses maîtres lui avaient annoncées dès 1951 pour 1955 !

Ce constat de carence et de faillite juge le régime. Il juge aussi ceux qui, en Occident, claironnaient à la publication de chaque plan les célèbres « lendemains qui chantent » en conjuguant au futur et en oubliant, comme par hasard, d'informer leurs lecteurs et auditeurs de l'évanouissement de ces promesses.

Mais il y a une question encore plus sérieuse qui se pose. Comment les statisticiens de là-bas peuvent-ils annoncer froidement des pourcentages astronomiques relatifs à l'augmentation du salaire réel en face de cette stagnation prononcée de l'agriculture, qui fournit, comme dans tous les pays pauvres, plus de la moitié et très probablement les deux tiers des produits qui entrent dans la consommation du commun des mortels ?

LE TROUPEAU

Voici comment se présentent, au terme du plan septennal, les effectifs du troupeau (en mil-

(1) Chiffre de la population : 198 millions fin 1955, 209 millions fin 1958, 216 millions fin 1960 et 232 millions fin 1965.

lions de têtes à la fin de l'année) :

	1958	1965	
		Résultats	Prévisions
Bovins	70,8	93,4	109,0
dont vaches ..	33,3	40,1	49,0
Porcs	48,7	59,5	?
Ovins	129,9	[130,0]	189,0
Caprins	9,3	[5,3]	?
Ovins et caprins	139,2	135,3	?

Nous faisons figurer entre crochets nos propres estimations pour les moutons et pour les chèvres, le communiqué du 3 février n'ayant indiqué que le chiffre relatif aux deux catégories réunies. Au cours des deux années précédentes, on avait compté 5,5 et 5,6 millions de caprins. Nous tablons donc sur 5,3 millions pour la fin de 1965 afin d'obtenir un chiffre rond pour les ovins.

Les résultats du plan septennal s'énoncent comme suit :

	Acroissement (a)		Résult. en % des prévis.
	Prévu	Réalisé	
Bovins	38,2	22,6	86 %
dont vaches ..	15,7	6,8	82 %
Porcs		10,8	
Ovins	59,1	0,1	69 %

(a) En millions de têtes.

L'accroissement effectif reste donc de beaucoup inférieur à l'accroissement prévu. En ce qui concerne les ovins, il n'y a pas accroissement du tout, et le nombre des chèvres a même diminué. La situation apparaît encore pire lorsqu'on calcule les effectifs par tête d'habitant :

Animaux pour 1.000 habitants :

	Réalité		Prévisions	
	1958	1965	1965	1933 (a)
Bovins	339	403	470	505
dont vaches ..	159	172	211	222
Ovins	621	560	815	944
Ovins et caprins	660	583		1.005

(a) Objectifs du premier Plan Quinquennal.

Les résultats de 1965 représentent donc les pourcentage que voict des promesses faites

	pour 1965	pour 1933
Bovins	85 %	80 %
Vaches	81 %	77 %
Ovins	69 %	59 %
Ovins et caprins ..		58 %

Trente-deux ans après l'échéance qu'avait fixée le premier plan quinquennal, les promesses faites alors ne sont toujours pas tenues.

Nous venons d'évoquer les promesses faites en 1928 pour 1933. C'est le moment de parler de la situation effective de 1928, dernière année avant la collectivisation forcée, et de celle de 1916, dernière année avant le coup d'Etat bolcheviste. Afin d'éviter toute contestation, nous indiquons tout d'abord les chiffres absolus, lesquels ne concordent pas absolument avec ceux que l'on trouve aujourd'hui dans les annuaires soviétiques. Mais nous préférons les chiffres d'alors (eux aussi de source soviétique) parce qu'ils datent d'une époque où les hommes du Kremlin n'avaient pas encore appris à falsifier les statistiques.

Effectifs du troupeau (millions de têtes)

	1916	1928	1965
Bovins	60,6	70,5	93,4
Vaches	25,9	30,7	40,1
Ovins et caprins	121,2	146,7	135,3
Porcs	20,9	26,0	59,5

Pour le calcul par tête d'habitant, nous nous fondons sur une population de 140 millions en 1916, de 150 millions en 1928 et de 232 millions en 1965. Cela donne le tableau ci-dessous :

Animaux pour 1.000 habitants :

	1916	1928	1965
Bovins	433	470	403
Vaches	185	205	172
Ovins et caprins	866	978	583
Porcs	149	173	256

Pertes ou gains en 1965

	1916	1928
Bovins	— 30	— 67
Vaches	— 13	— 33
Ovins et caprins ..	— 283	— 395
Porcs	+ 107	+ 83

Par rapport à 1916, les 107 porcs en plus ne compensent évidemment pas la perte de 30 bovins et de 283 moutons et chèvres. Par rapport à 1928, le gain de 83 porcs est surcompensé par la perte de 67 bovins et de près de 400 ovins et caprins (toujours par 1.000 habitants).

A qui, dès lors, voudrait-on faire croire que le salaire réel, donc le train de vie de la population ait pu se relever sensiblement depuis l'époque tsariste ? Que l'on ne vienne surtout pas nous dire que les appareils de T.S.F. et de télévision, les aspirateurs, les frigidaires et les lessiveuses (1) compensent ou surcompensent la pénurie des denrées alimentaires les plus vitales.

Il faudra bien, quant au salaire, que les hommes du Kremlin se décident un jour ou l'autre à jouer cartes sur table.

LUCIEN LAURAT.

(1) Aspirateurs, frigidaires et lessiveuses sont inutiles pour 90 % de la population, dont la surface habitable n'excède pas 3 mètres sur 3.

Les communistes pro-chinois en Italie

LA tendance pro-chinoise au sein et en marge du communisme italien s'est considérablement renforcée au cours de cette dernière année. Le secrétaire général du P.C.I., Luigi Longo, a lui-même fait état, au cours de la réunion du C.C. et de la C.C.C. de la fin d'octobre 1965, de ce phénomène. Dans une partie de son rapport, qui n'a pas été publiée, il aurait chiffré les effectifs pro-chinois en Italie à 60.000, c'est-à-dire trois fois plus qu'au début de 1964. D'autres estimations attribuent à la tendance pro-chinoise presque 80.000 membres.

Nous avons déjà observé à plusieurs reprises que le P.C.I. est gêné par la présence sur sa gauche et jusque dans ses rangs de cette fraction, mais que, tout en la combattant, il cherche à utiliser la difficulté et qu'il s'en sert dans sa campagne de la main tendue aux partis démocratiques. Il est bon, en effet, de pouvoir dire qu'il y a pire que soi. Il ne nous semble même pas impossible que les dirigeants du P.C.I. « gonflent » exprès l'importance numérique de la fraction pro-chinoise.

***

C'est en 1962 que furent introduites et distribuées dans les milieux communistes en Italie des publications chinoises et albanaises, traduites en italien. Par le truchement de l'ambassade d'Albanie à Rome, un certain nombre d'anciens communistes, en général « exclus » du P.C.I. pour fractionnisme, reçoivent cette documentation favorable aux thèses chinoises.

En 1963, le P.C. chinois installa ses antennes de propagande en Italie. Depuis Berne, ses émissaires prirent contact avec un certain nombre de groupuscules communistes de gauche, et ils constituèrent une nouvelle association « *Italie-Chine* » en concurrence avec l' « *Association d'amitié et pour les rapports culturels entre Italie et Chine* », contrôlée par le P.C.I. C'était au début de l'année. Les élections législatives du 28 avril 1963 approchaient. Le P.C.I. ne voulait pas d'histoires. Il envoya d'urgence une délégation à Pékin, mais le voyage de Giancarlo Pajetta et de Franco Calamandrei ne donna aucun résultat : le P.C. chinois ne revint pas sur ses décisions, et la nouvelle association développa ses activités fractionnistes.

Les groupes pro-chinois qui semblent à ce moment à la pointe de l'action sont ceux de Padoue, Milan, Rome et Pérouse. A Padoue, les militants en vue sont Vincenzo Caló, sa femme Lauretta Dugato, assistante à l'Université, les docteurs Wilson Duse et Vincenzo Morvillo, l'ancien conseiller général Bucco. Le « camarade » Caló est un homme qui connait très bien l'appareil international communiste, puisqu'il a été un des fondateurs de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique et qu'il a séjourné longtemps à Prague, où d'ailleurs il a travaillé avec Chelepine, qui, à l'époque, représentait le Komsomol soviétique. Vincenzo Calo est un des premiers qui aient établi un contact régulier avec la représentation chinoise en Suisse.

A Milan, le groupe dirigé par Mario Geymonat dispose d'une assise financière plus solide, puisqu'il lie son sort à un homme d'affaires, Giuseppe Regis. Ce Regis était depuis longtemps le représentant du P.C. italien à Pékin, spécialisé dans les affaires commerciales. Quand la rupture est intervenue entre les deux partis, il a choisi de rester du côté des Chinois et il a constitué un nouveau bureau pour les échanges commerciaux avec la Chine.

A Rome, le noyau est formé par de jeunes exclus du Parti, comme les autres d'ailleurs, tels que Anna Foa, fille du secrétaire confédéral de la C.G.I.L., Vittorio Foa ; Carlo Bordini, Giorgio Meucci. A ce groupe se joint Franco Molfese, ancien secrétaire de la cellule communiste de la Chambre des Députés, auquel sera ensuite confiée la direction du mouvement romain.

A Pérouse, on trouve Mario Pizzoni, qui à l'époque encore dirige l'organe communiste local « *Cronache Umbre* », un dirigeant fédéral : Franco Mencaroni et le rédacteur de Radio-Pékin (section italienne), Giogio Zuchetti.

La création de la nouvelle association « Italie-Chine » donne à ces groupements un lien commun et leur permet d'élargir leur action vers d'autres « exclus » du P.C.I. 1963 fut donc une année de préparation et de prise de contacts des différents staliniens entre eux et avec les Chinois ou les Albanais. Le trio Calo-Duse-Régis s'en charge pour les Chinois, tandis que Molfese, qui passe ses vacances d'été 1963 à Tirane où il a été invité, s'en charge pour les Albanais.

C'est en 1964 que l'activité fractionniste prit une extension nationale, avec la sortie à Milan de l'organe des « marxistes-léninistes » italiens *Nuova Unita*, qui, à partir de mai 1965, s'appellera *Communista*. Son directeur est Ugo Duse ; son directeur adjoint, Mario Geymonat. Celui-ci dirige également une nouvelle maison d'édition, *Edizioni Oriente*, en compagnie de Maria Regis, femme de l'homme d'affaires Giuseppe Regis. (Maria Regis, de son nom de jeune fille Arena, est la véritable responsable de la propagande de pro-chinois sur le plan culturel ; elle parle Chinois). Cette maison édite des brochures et d'autre matériel de propagande du communisme chinois et albanais. En fait, il s'agit aussi du principal centre « économique » des pro-chinois.

Le premier numéro de *Nuova Unita* présentait un « *projet pour une plateforme des marxistes-léninistes* d'Italie, véritable cri de ralliement de tous les staliniens italiens. Ce premier numéro signalait l'existence dans une vingtaine de villes de groupements pro-chinois (Udine, Milan, Brescia, Padoue, Ferrare, Bologne, Cremone, Savone, Foggia, Reggio, Calibria, Vicenza, Gênes, Rome, Pérouse, Pavie, Creme, Cagliari, Lecce, Siene, Catania, Forli, Castelfiorentino, Sassari). En novembre 1964 s'ajouteront les groupements de : Turin, Bergame, Venise, Verone, Florence, Livourne, Pise, Parme, Reggio-Emilia, Naples, Salerne, Bari, Brindisi,

Messine, Palerme et Syracuse. Actuellement on estime que des centres « marxistes-léninistes » sont constitués dans tous les chefs-lieux des départements (provinces). Les dénominations de ces centres diffèrent : celui de Padoue s'intitule « *Viva il Leninismo* » ; à Milan, « Raggruppamento Mao Tse-tung » et « Centro Lenin » ; à Venise « Circolo Fidel Castro » ; à Bologne « Centro amici di Stalin » ; à Naples « Gruppo amici della Cina » ; à Florence « Centro culturale Gramsci » ; à Vicenze « Circolo marxista-leninista » ; à Rome « Circolo Marx-Engels-Lenin-Stalin » ; à Monza (Milan) « La Comune » ; à Prate « Comitato Italia-Cina » ; à Livourne « Associazione italo-cinese » et « Associazione italo-albanese ».

La sortie d'un organe national aurait pu faire penser que ces groupements tiendraient bientôt une réunion générale. Telle était l'idée à l'origine. Mais en 1964, il y a eu seulement à Piombino, les 1er, 2 et 3 mai, une rencontre nationale sans grande importance puisqu'il n'y avait là que quelques jeunes gens. Par ailleurs, le P.C. chinois prenait l'initiative de soutenir l'action « à la base » en invitant pour les fêtes du 1er mai à Pékin une dizaine de jeunes « marxistes-léninistes ». Une première mobilisation des groupes de choc « staliniens » a eu lieu en octobre dans les principales villes au moment de la chute de Khrouchtchev. Ils ont lancé des manifestes où notamment était écrit : « Staline est vengé ». A la suite de quoi, était constitué à Milan la « ligue de la jeunesse communiste marxiste-léniniste » (lega della gioventú comunista marxista-leninista), avec à la tête un comité exécutif formé par Aldo Calcidese, Tullio Muraro et Gianni Zambarbieri.

Au cours de 1965, le travail de structuration du Mouvement marxiste-léniniste en Italie s'est intensifié. Le P.C. chinois convoqua à Stockholm une réunion secrète des « responsables » des différents mouvements pro-chinois d'Europe occidentale. La conférence qui eut lieu dans la deuxième décade du mois de mars fut présidée par Lo Kuei-Po, sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, et Sien Li, chef de la section Affaires Européennes du P.C.C. Il est certain que trois membres de la F.G.C.I., c'est-à-dire de la Fédération de la Jeunesse communiste du P.C.I., y ont également participé. Depuis lors, on a vu s'accentuer le travail fractionnel au sein du P.C.I. et de la F.G.C.I. ; se renforcer les liens entre les différents groupes ; s'accroître la diffusion de bulletins, des « lettres aux camarades », et du matériel de propagande d'origine chinoise et albanaise ; se multiplier les voyages à l'étranger des dirigeants « marxistes-léninistes ». En même temps les organes centraux du P.C.I. accentuent les « purges » dans les organisations de base, l'organe du Parti fait parfois état de ces « épurations ».

Les pro-chinois cherchent aussi à prendre pied dans d'autres organisations. C'est le cas de la Fédération Anarchiste Italienne où la bataille est menée par Ennio Mattias, qui est en étroit rapport avec l' « Alliance Anarchiste française » et le groupement japonais qui édite *Drapeau noir*, avec l'argent de Pékin. En même temps, Mattias fait état du soutien que lui donne maître Bugliani, président de l'association Italie-Albanie. Les 27, 28 et 29 mai 1965, Mattias dirige à Bologne une réunion pour organiser sa tendance.

On pourrait être tenté de trouver un lien entre les activités pro-chinoises de cet anarchiste et le voyage, deux mois plus tard, d'une délégation du mouvement marxiste-léniniste italien, dirigée par l'homme d'affaires Giuseppe Regis, au Japon et en Chine communiste. Au retour, on pouvait apprendre que les finances des *Edizioni Oriente* avaient été considérablement consolidées. La délégation italienne fut informée qu'en plus de cette aide immédiate un budget de six millions de dollars avait été prévu pour alimenter la propagande dans les pays de l'Europe occidentale en 1966.

C'est également pendant l'été de 1965 que se rendit à Pékin un membre de la Direction nationale du P.S.I.U.P. (le parti socialiste de gauche, issu de la scission qui a eu lieu au début de 1964 au sein du P.S.I.), Giancarlo Cazzaniga. Le but de ce voyage était de jeter les bases d'une Fédération Mondiale de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire, en concurrence avec la F.M.J.D., d'obédience soviétique. Le Parti communiste chinois cherche de nouveaux partisans un peu partout dans les milieux de gauche : d'où cet effort en direction du P.S.I.U.P. De même, il a invité, à la fin de 1965, Lucio Libertine, directeur de l'organe du Parti, *Mondo Nuovo*. (Cette invitation valut au « pro-chinois » Libertini de perdre sa place de directeur en janvier 1966).

En octobre, l'organisation en une seule formation politique de tous ces groupuscules s'avérant difficile, le P.C. chinois envoya en Italie Jacques Grippa, qui a organisé le mouvement pro-chinois en Belgique. Grippa fit trois voyages successifs. Les militants italiens les plus efficaces qu'il ait vus semblent être Regis et sa femme, Ugo Duse, Fosco Dinucci, Molfese et Misefari. Ce dernier est un ancien député communiste de Calabre, qui a été exclu du P.C.I. en 1963.

En novembre, un autre responsable important, Arturo Balestri, fut envoyé en mission à Djakarta, pour établir un plan de collaboration et d'aide avec les communistes indonésiens. Chose curieuse, avant de partir, Balestri rencontra Luigi Longo ! Malgré les luttes intérieures, les communistes des différentes tendances trouvent le moyen de se concerter.

En janvier 1966, une nouvelle délégation partit pour Tirana cette fois. Elle était dirigée par Folco Dinucci et Vincenzo Misefari. Elle eut d'importantes conversations avec Enver Hodja, Premier secrétaire du Parti du travail d'Albanie ; Hysny Kapo, du bureau politique et secrétaire du C.C., et Piro Bita, directeur de la section étrangère du C.C. Toutefois, il ne semble pas que les Albanais aient donné cette fois-ci entière satisfaction aux pro-chinois italiens.

Notons enfin qu'une autre délégation des pro-chinois italiens, composée par Arturo Balestri, Sandro Dinucci et Osvaldo Pasce, s'est vue expulsée par les autorités belges dans la deuxième décade de février 1966.

Toutes ces activités devraient conduire à

la constitution d'un nouveau parti communiste pro-chinois en Italie. Ce projet, il est vrai, existe depuis deux ans, mais il n'a pas pu encore aboutir, à la fois parce que le mouvement est constitué par une centaine de fractions entre lesquelles les querelles sont parfois personnelles, et parce que les « staliniens » du P.C.I. considèrent qu'il n'y a pas lieu de sortir du Parti. Aussi est-il peu vraisemblable que la création d'un parti pro-chinois vienne provoquer une scission dans le P.C.

D'autre part, le P.C.I. est assurément en train de « manœuvrer » avec les communistes albanais. Bien que le Parti du Travail n'ait pas été invité au XIe Congrès du P.C.I., bien que Tirana continue d'envoyer en Italie du matériel de propagande contre les « déviationnistes de la direction du P.C.I. » et à soutenir comme nous l'avons vu les dirigeants pro-chinois italiens, des contacts suivis existent entre le P.C.I. italien et le Parti du Travail, puisqu'on a même envisagé à la fin de 1965 d'envoyer Terracini en mission à Tirana. Nous trouvons-nous en face d'un changement dans les rapports entre le P.C.I. et le parti albanais, donc des rapports entre Moscou et Tirana ? Ou bien seulement d'une nouvelle tentative des communistes fidèles à Moscou pour « récupérer » le fief que les Chinois tiennent en Europe ?

Rocco Astori.

Congrès d'un parti communiste pro-chinois aux Etats-Unis

LES Partis communistes pro-chinois des pays industriels se créent selon le même procédé.

Un petit groupe de militants critique d'abord, publiquement, l'équipe directrice du Parti communiste local et celle du Parti communiste d'Union soviétique ; il s'affirme solidaire des thèses de Mao Tsé-toung ; puis il les diffuse par l'intermédiaire d'un journal ou au moins d'un bulletin.

Ensuite, le groupe pro-chinois cherche à recruter des adhérents, en particulier dans les milieux trotskystes, ou encore chez les exclus du Parti communiste pro-soviétique et même chez certains sympathisants de ces partis.

Un congrès constitutif est enfin convoqué pour mettre en place une organisation communiste pro-chinoise, mais cette étape n'a pas encore été atteinte dans beaucoup de pays.

Ainsi naquit le « *Progressive Labor Party* » (PLP), le groupe pro-chinois le plus important des Etats-Unis.

Milton Rosen et William Epton, fondateurs du P.L.P., sont deux militants bien connus du Parti communiste des Etats-Unis, dont ils ont été exclus en décembre 1961 pour avoir organisé des « réunions fractionnelles » et pour s'être montrés favorables aux Albanais (dont le parti avait été en quelque sorte exclu du Mouvement communiste international par Khrouchtchev, dans son discours au XXIIe congrès du P.C.U.S.).

Ils agirent d'abord au sein d'une organisation intitulée « *Progressive Labor Movement* » (P.L.M.), qui devint le P.L.P. en avril 1965.

Une campagne de discussions au sein des organisations de base et dans les colonnes de la presse du P.L.M. précéda la réunion du congrès constitutif du P.L.P.

A la veille du congrès, l'organe central du P.L.M., « *Progressive Labor* », publia des extraits des œuvres de Lénine, Staline et Mao sur des problèmes concernant l'organisation d'un Parti communiste. Une large place était également accordée aux communiqués émanant d'organisations de base et aux lettres rédigées, à titre individuel, par des militants. Tout cela se fit dans une ambiance de franchise assez remarquable. Ainsi les organisations de New-York déclaraient : « *Dans la lutte, nous devons toujours exprimer clairement que notre but est la destruction de notre ennemi et la prise du pouvoir par nous, c'est à dire par le peuple travailleur de notre pays* ».

Le congrès constitutif du P.L.P. tint ses assises du 15 au 18 avril 1965 à New-York. Deux cents délégués et sympathisants environ y prirent part et les débats ne manquèrent pas d'animation ; sur plusieurs questions, il y eut même deux tendances très nettes et présentation de deux rapports divergents :

LE RAPPORT DE ROSEN

C'est Milton Rosen qui présenta le rapport principal du congrès (1). Il analysa la situation politique et économique aux Etats-Unis, exposa les activités du P.L.M. et les tâches futures du nouveau parti.

Selon lui, l'impérialisme américain est en pleine crise. Mis à part le problème de la guerre du Vietnam, les dirigeants américains affrontent, pour la première fois depuis des années, trois oppositions : celle des *ouvriers*, de moins en moins enclins à suivre des chefs syndicaux réformistes ; celle des *étudiants*, qui sont opposés d'une part à la politique étrangère des Etats-Unis, d'autre part à la politique menée par les administrations universitaires ; celle des *Noirs* enfin qui, selon Rosen, prennent conscience de ce que la législation introduite par le président Johnson ne leur garantit pas les droits qui leur sont reconnus ni le niveau de vie qu'ils désirent.

Rosen estime que l'impérialisme américain pouvait mener jadis une politique réactionnaire en raison « du vide qui règna durant vingt ans au moins » et dont le Parti communiste (pro-soviétique) des U.S.A. est en

(1) Les documents du Congrès ont été publiés dans *Progressive Labor* de mai-juin 1965.

partie responsable. En effet, sa politique de « *capitulation* » a laissé « *la voie libre à l'idéologie de la classe dirigeante* ». Les leaders soviétiques, en raison de leur politique « *opportuniste* » et de leur « *trahison des principes révolutionnaires* » ont grandement désavantagé le développement de la lutte aux Etats-Unis.

Après cette critique contre les héritiers de Staline, Rosen réconforta ses auditeurs en s'écriant : « *Quelle catastrophe ce serait si tout, ou presque tout le Mouvement communiste mondial avait succombé au révisionnisme !* ».

Rosen raconta comment il avait commencé à lutter contre le révisionnisme avec « *une poignée* » de camarades dont le nombre s'accrut depuis 1961 en raison de la justesse de leurs analyses et de la combativité de leur esprit. Il rappela qu' « une soixantaine » d'entre eux avaient été mis en accusation par les tribunaux américains.

Cependant, Rosen reconnut qu'en dépit de progrès incontestables et malgré la publicité faite de temps à autre par la presse non-communiste, le P.L.M. avait commis des erreurs qui avaient fait obstacle à un élargissement plus important de son influence.

C'est au « *sectarisme* », dénoncé comme l'une des plus grandes faiblesses du mouvement, que Rosen faisait allusion. Il précisa, par exemple, que certains militants « *croient avoir réponse à tout* » et pensent que « *nous n'avons aucune leçon à recevoir d'autrui* »...

Rosen remarqua encore que le P.L.M. avait commis l'erreur de ne pas prêter suffisamment attention à l'action syndicale ; il proposa l'infiltration de nombreux militants dans les milieux syndicaux et considéra comme un « *pas révolutionnaire* » l'entrée systématique de communistes pro-chinois dans l'industrie (2).

Rosen dénonça une troisième faiblesse du P.L.M. : la mauvaise répartition de l'encadrement politique. Selon lui, cette erreur a empêché les communistes pro-chinois d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés dans un « plan » d'action politique et il confessa : « *Notre compétence de planificateurs était très limitée* »...

Le rapport de Rosen fut adopté à l'unanimité ainsi que la constitution et les statuts du nouveau parti. Ceux-ci n'offrent aucune particularité ; ils sont très proches des statuts utilisés par les Partis communistes de l'époque du Komintern. Le parti y est défini comme « *l'avant-garde du peuple travailleur et de ses alliés* » tandis que l'organisation du parti est fondée sur « *les principes scientifiques du centralisme démocratique* ».

L'examen des résolutions du congrès constitutif est évidemment intéressant puisqu'il indique les perspectives que les communistes américains pro-chinois se sont tracées.

(2) Selon un article de l'ancien communiste américain J.R. Starobin, paru en janvier 1965 dans la revue *Survey* à Londres, Rosen, « pseudo-intellectuel », aurait lui-même travaillé jadis dans une usine sur ordre du P.C. américain.

RESOLUTION SUR LE PROBLEME NOIR

Le problème noir a pris, on ne s'en étonnera pas, une place de choix dans les débats et les résolutions du congrès.

Il a d'abord été décidé de rayer du vocabulaire communiste l'expression péjorative de « nègre » — pour la remplacer tout simplement par le mot « noir » ou encore par des termes comme « africain-américain » ou « afro-américain ».

Sur un plan politique plus strict, le congrès a pris clairement position contre ceux des chefs noirs qui agissent en « réformateurs » et en « nationalistes non-révolutionnaires ». Il déclara que le nationalisme des noirs n'est pas nécessairement anti-blanc.

Enfin, il formula le vœu que « *le peuple noir* » soit « *capable de déterminer son propre avenir hors de l'oppression et de la direction des blancs* ».

Pratiquement, le congrès a fixé au P.L.P. la mission de former une « *équipe dirigeante révolutionnaire marxiste-léniniste* » de blancs et de noirs, qui jouera « *le rôle d'avant-garde* ».

L'agitation dans les milieux noirs sera menée par une « *commission de libération noire* » composée en majorité de Noirs, et qui aura pour mission de coordonner, après consultation du comité central du P.L.P., les activités des « camarades noirs » dans leurs « quartiers-ghettos » des grandes villes.

Pour les problèmes d'intérêt national ou concernant la lutte de classe, l'autorité et l'ultime décision appartiennent aux sections noires du parti qui auront, dans chaque quartier de ville à forte densité noire, une base locale.

Ainsi s'organise officiellement l'utilisation du problème noir aux fins de la politique des communistes américains pro-chinois.

LE PROBLEME ETUDIANT

La résolution adoptée sur le problème étudiant dépasse en longueur celle qui fixe l'action communiste en milieu noir.

Le congrès reconnaît, certes, que, sauf dans quelques universités, la majorité des étudiants ne se sont pas laissés entraîner dans les différentes luttes politiques, mais il explique cet échec par le petit nombre des étudiants vraiment sensibilisés aux problèmes politiques.

Cependant, c'est dans cette minorité politisée qu' « une tendance radicale » se développe et que la radicalisation de l'ensemble du milieu étudiant lui-même semble progresser. La meilleure méthode pour faire progresser cette tendance est de mettre les étudiants « *en conflit direct avec l'administration universitaire et les autres représentants de la classe dirigeante* ». A cet effet, il conviendra d'une part de transformer les salles de conférence en forum pour la « lutte idéologique anti-bourgeoise » et d'autre part d'entraîner

les étudiants dans l'action politique et les luttes ouvrières.

L'EDUCATION DES MILITANTS LA PRESSE DU PARTI

Le congrès a mandaté le comité central du P.L.P. pour organiser une campagne nationale pour amener chaque membre du parti à étudier un ouvrage classique du marxisme-léninisme, choisi parmi les plus brefs. Il devra aussi créer deux écoles permanentes de marxisme-léninisme, l'une à New-York, l'autre dans la région de San Francisco.

En ce qui concerne la presse du parti, le congrès a prévu la fusion des deux périodiques du P.L.M. et donne pour modèle la revue *Révolution* de J.M. Vergès (3), communiste prochinois français.

LES RESOLUTIONS SOCIALES LA QUESTION SYNDICALE

Le congrès n'a pas négligé le problème de l'égalité des femmes. « *L'exploitation sexuelle* » de la femme, le « *chauvinisme mâle* » sont condamnés comme « *contre-révolutionnaires* », tandis que les hommes du parti sont appelés à « *partager le travail du ménage sur une base égale* » afin de « *libérer les femmes pour le travail politique* »... Une commission spéciale a été constituée pour examiner l'application de ces principes.

Sur le problème syndical plus précisément, une première résolution fut jugée « inadéquate » par le congrès et rejetée. La résolution définitive n'a été rédigée qu'après la clôture du congrès et publiée dans le numéro de septembre de *Progressive Labor*. Elle contient une critique de l'action menée par les chefs syndicaux américains et propose la création d'une « *coalition progressiste de gauche* » dans le mouvement syndical dans lequel il n'existe pas à l'heure actuelle de « centre idéologique et politique » capable d'orienter les luttes ouvrières sur les différents plans.

ECHO INTERNATIONAL

Peking Review, le Mouvement des ouvriers progressistes (Progressive Workers Movement), l'organisation communiste pro-chinoise du Canada, Charles Jacob, du bureau pour les relations internationales du Parti populaire progressiste de Jagan, en Guyane britannique, et Jose Antonio Corretjer, secrétaire général de la Ligue socialiste de Porto-Rico, ont salué la création du P.L.P.

D'ores et déjà, le P.L.P. a établi des « relations fraternelles » avec la Ligue socialiste de Porto-Rico, satisfaite des prises de position des communistes américains pro-chinois en faveur de l'indépendance de Porto-Rico.

(3) Cette revue de petit format, très luxueuse, était imprimée sur papier glacé en Suisse. Elle paraissait irrégulièrement au courant de 1964. Après son interdiction par les autorités fédérales suisses en 1965, elle n'a jamais reparu.

PREMIER BILAN

Les communistes pro-chinois américains ont obtenu quelques succès depuis que leurs dirigeants ont été exclus du P.C. pro-soviétique. Ils sont incontestablement plus forts et mieux organisés depuis cinq ans et possèdent notamment une presse régulière. Le périodique *Progressive Labor* (déjà cité), tire à 7.500 exemplaires. Ils disposent en outre d'un mensuel à San Francisco *Spark*, et d'un bi-hebdomadaire, *Challenge*, publié en englais et en espagnol à New-York.

A New-York même, les communistes américains pro-chinois se sont distingués dans diverses rixes et dans l'émeute des Noirs de Harlem en été 1964. Ces succès ne dissimulent pas entièrement plusieurs points faibles que Rosen n'a pas exposés dans son rapport d'avril 1965 :

Sur le plan des personnes, d'abord, il est inévitable que le nouveau parti, essentiellement formé de transfuges du Parti communiste américain, qui végète depuis 20 ans, n'échappe pas au danger des infiltrations d'individus louches et médiocres. Le cas de Philip Luce, ancien rédacteur du *Progressive Labor* est significatif.

Organisateur de deux voyages d'étudiants américains à Cuba, Philip Luce avait eu, bien sûr, des ennuis d'ordre politique avec les autorités de son pays, mais il a également eu maille à partir avec son propre parti après le détournement de 800 dollars appartenant à la caisse de son journal. Exclu du P.L.M. en mars 1965, il publia un article dans un hebdomadaire américain de droite et témoigna même dans un procès contre ses anciens camarades. Le P.L.P. apprit par la suite, après enquête, que Luce avait été un employé du *White Citizens Council*, organisation raciste du Sud.

D'autre part, *la répartition géographique* du mouvement est mal équilibrée. New-York et San Francisco sont les deux seuls foyers de communistes américains pro-chinois ; nulle part ailleurs le mouvement ne s'est fixé.

Enfin, *la composition raciale* du mouvement lui cause des difficultés. En effet, les communistes américains pro-chinois se recrutent surtout, à la base, chez les Porto-Ricains et les jeunes Noirs. L'intérêt que prennent ceux-ci aux problèmes propres à leur race crée des tensions particulièrement graves entre blancs et noirs au sein du P.L.P. Les Noirs reprochaient aux Blancs de ne pas être assez combatifs contre l'ennemi commun. C'est pourquoi le congrès a créé une « commission de libération noire » qui jouira au moins d'une autonomie apparente.

La genèse et la nature du nouveau parti expliquent sa fragilité et, jusqu'à un certain point, la quasi-faillite de ses efforts pour trouver « *des alliés temporaires, des alliances temporaires et des fronts unis temporaires* » que l'un de ses chefs, Mort Scheer, avait réclamés dans le discours résumant le travail du congrès.

L'extrême-gauche américaine, quoique beaucoup plus active et bruyante que dans les années 50, est encore en pleine fluctuation. Elle n'a pas de centre de ralliement, rôle que jouait le P.C. des Etats-Unis pendant les années du Front Populaire. Des mouvements divers, à la fois concourants et convergents, essaient d'enrôler ceux qui rêvent de solutions révolutionnaires. Dans ces cercles non-conformistes, où l'anti-communisme du Président Johnson et de la grande centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. est jugé démodé et tenu en suspicion, les différents courants communistes retrouvent enfin un champ d'action. Dans ces cercles, ils peuvent se faire entendre, recruter quelques adhérents, trouver des sympathisants, et dans certains cas faire cause commune avec d'autres organisations, qui sont moins imbues des idées et des slogans en provenance de Moscou, Pékin, La Havane et Hanoï. En d'autres termes, l'atmosphère qui existe dans ces milieux permet aux communistes américains de sortir un peu de l'isolement réel dans lequel ils se trouvent depuis le commencement de la Guerre Froide.

Ivan AVAKOUMOVITCH.

Le grand débat américain sur la guerre au Viet-Nam

A l'époque de la guerre de Corée (qui commença par l'attaque des Nord-Coréens le 25 juin 1950 et qu'aggrava l'intervention chinoise, en novembre de la même année) la politique militaire et la politique tout court des Etats-Unis dans ce conflit avaient provoqué des débats passionnés, notamment au moment du désaccord entre le gouvernement et le commandant en chef Mac Arthur, désaccord qui amena l'éviction de ce dernier en avril 1951. Au cœur de ce « grand débat », comme il fut baptisé alors, se trouvait le problème de la riposte américaine à l'agression communiste en Corée : fallait-il, après le franchissement du 38e parallèle, étendre la guerre au « sanctuaire mandchou », ainsi que le préconisait Mac Arthur, ou maintenir la guerre dans les limites du territoire coréen ?

L'intervention américaine au Vietnam du Sud vient de provoquer un nouveau « grand débat » dans l'opinion américaine et les élites politiques du pays. Toutefois, la situation internationale n'est plus la même qu'il y a quinze ans et les communistes mènent cette fois au Vietnam une guerre révolutionnaire alors qu'en Corée ils avaient déclenché une agression de type classique. D'autre part le gouvernement de Saïgon est loin d'être aussi solide que celui de Séoul. Aussi note-t-on une différence essentielle dans l'état d'esprit des Américains, laquelle se résume en ceci qu'il existe un courant inconnu à l'époque de la guerre de Corée, le courant qui condamne l'intervention américaine et plaide, sous des formes diverses, pour la liquidation rapide de cette guerre, soit au moyen de négociations avec les communistes qui seraient admis à l'exercice du pouvoir au Vietnam du Sud, soit par le départ pur et simple des troupes américaines.

Reconnaître l'existence de ce courant est une chose. Exagérer systématiquement son influence en est une autre. On peut avoir n'importe quelle opinion sur l'intervention américaine au Vietnam, il ne s'ensuit nullement qu'on ait le droit de dénaturer les faits matériels. Or, c'est ce qui arrive trop souvent dans la presse. En voici trois exemples :

1) *Lors des discussions au Sénat américain, on a acordé une attention disproportionnée à l'opinion de deux adversaires de l'intervention au Vietnam : Wayne Morse et William Fulbright, mais on ne mit guère en lumière le fait que, lors d'un vote qui permit de compter les partisans de l'actuelle politique et ses adversaires, le vote sur un amendement de Morse, le résultat donna 92 d'un côté, 5 de l'autre : telle est l'image fidèle du rapport des forces.*

2) *Lorsqu'un sondage d'opinion fait apparaître, de n'importe quelle manière, une hostilité relative à la politique du président Johnson, ses résultats sont reproduits dans la presse : ainsi en fut-il le 15 mars dernier pour un sondage effectué par sept sociologues de l'Université de Stanford. Or, cinq jours auparavant, le 10 mars, avait été rendu public aux U.S.A. le résultat du dernier sondage effectué par l'institution la plus importante, Gallup. La presse française n'en souffla mot. Pourtant, l'un des attachés de presse de la Maison blanche, Robert H. Flemming, avait lui-même commenté ce sondage au nom du président. Il avait montré que, selon ces chiffres, chaque relâchement dans l'action militaire au Vietnam avait pour effet de faire baisser la cote du président et d'accroître le nombre d'une certaine catégorie d'opposants, pas ceux qui plaident pour l'abandon, mais ceux qui préconisent une riposte plus énergique.*

3) *De même que les articles de Walter Lippman parus dans le* New York Herald Tribune *sont reproduits en France, de même l'on cite fréquemment les éditoriaux du* New York Times *défavorables à la guerre au Vietnam, tandis que l'on passe sous silence les articles qui donnent, dans le même journal, un autre son de cloche, tel celui que nous reproduisons plus loin.*

Nous publions ici trois textes américains qui nous paraissent donner une assez juste idée de l'affrontement des deux courants qui se manifestent aujourd'hui dans la politique des Etats-Unis. Les adversaires de l'intervention au Vietnam sont représentés ici par George Kennan. La politique de l'administration est défendue par Dean Rusk. Le troisième texte est une réplique à Walter Lippman, dont il n'est pas nécessaire de reproduire ici l'opinion, étant donné qu'il sévit dans la presse française depuis des dizaines d'années.

I. George Kennan : Plaidoyer pour le néo-isolationnisme

George Kennan est considéré par beaucoup d'Américains comme l'un de leurs plus brillants diplomates et l'un de leurs plus grands spécialistes des affaires soviétiques. Ambassadeur en Russie soviétique en 1952, ambassadeur en Yougoslavie (nommé par le président Kennedy) en 1961, il a enseigné entre temps à l'Université de Princeton comme professeur d'histoire. Il s'y trouve actuellement de nouveau.

Il est arrivé à la célébrité mondiale par un article, publié en 1947, dans la revue *Foreign Affairs*, sur les origines du comportement soviétique (article qu'il n'avait pas pu signer en raison de ses fonctions). Il y définissait la politique dite de « *containment* », c'est-à-dire celle qui aurait pour objectif d'endiguer l'expansion de la Russie soviétique. Depuis lors, cette politique a été élargie par Washington. Au lieu de contenir seulement l'expansion soviétique, elle vise désormais à contenir l'expansion communiste en général. Or, Kennan a manifesté un désaccord croissant à l'égard de cette extension du « *containment* ». Par un curieux retour des choses, comme cela est arrivé à d'autres dans la politique et dans l'histoire, celui qui a symbolisé à un moment la résistance à l'agression en Europe, plaide en faveur de la non-résistance au communisme dans le monde entier, même en Europe. Kennan ne préconisait-il pas dès 1957 l'exclusion de l'Allemagne occidentale de l'OTAN ? Ne se rallia-t-il pas peu après à l'idée de la reconnaissance de l'Allemagne orientale ?

L'exposé qu'on lira est extrait de sa déposition devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, en février dernier. Il représente un résumé fort caractéristique de ce qu'on appelle le « *néo-isolationnisme* ».

« Si nous n'étions pas déjà engagés au Vietnam comme nous le sommes, nous n'aurions aucune raison de vouloir l'être. Le Vietnam n'est pas une région d'importance militaire-industrielle majeure. On a peine à croire qu'un développement décisif de la situation mondiale puisse être déterminé par ce qui se passe sur ce territoire. Même une situation dans laquelle le Vietnam du Sud serait gouverné exclusivement par le Vietcong ne présenterait pas de dangers assez grands pour justifier une intervention militaire directe de notre part. Selon toute probabilité, un régime communiste au Sud-Vietnam suivrait une ligne politique assez indépendante.

« Une extermination totale du Vietcong ne pourrait se faire, si tant est qu'elle soit possible, qu'au prix d'un certain dommage pour la population civile dont je n'aimerais pas voir ce pays responsable. Une tentative d'écraser la force du Nord-Vietnam au point que Hanoï ne puisse plus apporter aucune aide à l'activité politique du Vietcong dans le Sud aurait presque certainement pour effet de faire intervenir les troupes chinoises, ce qui nous entraînerait dans un conflit militaire avec la Chine communiste sur un des théâtres d'hostilités le plus défavorable que nous puissions choisir...

« Non seulement de grandes questions, et en puissance plus importantes, de la politique mondiale ne retiennent pas l'attention qu'elles méritent, mais dans certains cas des atouts que nous possédons déjà et des possibilités que nous devrions développer sont sacrifiés. Nos relations avec l'Union soviétique ont gravement souffert — et cela à un moment où ce qui est en cause dans ces relations est beaucoup plus important que ce qui est en définitive en cause au Vietnam.

« Même parmi les peuples qui sont normalement bien disposés à notre égard, nos motifs sont dans une large mesure mal interprétés. Le spectacle des Américains portant gravement atteinte à la vie d'un peuple pauvre et sans défense d'une autre race et couleur suscite chez des millions de gens dans le monde entier des réactions profondément préjudiciables à l'idée qu'on se fait (de nous).

« J'espère que le gouvernement réduira nos opérations militaires du Vietnam au minimum nécessaire pour assurer la sécurité de nos forces et maintenir notre présence militaire jusqu'à ce que nous puissions apporter une solution pacifique satisfaisante au conflit. Il y a plus de respect à gagner en liquidant résolument et courageusement des positions fausses qu'en poursuivant avec la plus grande ténacité des objectifs extravagants et peu prometteurs.

« On ne devrait pas demander à notre pays et il ne devrait pas se demander à lui-même d'assumer l'essentiel de la responsabilité de déterminer les réalités politiques d'aucun autre pays, et surtout pas d'un pays éloigné de nos rivages, de notre culture et de l'expérience de notre peuple. Non seulement ce n'est pas notre affaire, mais je ne crois pas que nous puissions le faire avec succès. »

II. Dean Rusk : Plaidoyer pour le "containment"

Dans le courant de février, Dean Rusk, chef de la politique étrangère américaine, comparut également devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat. Dans une déclaration préparée à cet effet, qui forme un texte de 50 pages, il exposa les lignes directrices de la politique étrangère des Etats-Unis, reliant l'affaire du Vietnam aux agressions précédentes du communisme. La po-

litique ainsi définie était en fait l'élargissement sur le plan asiatique de ce que Kennan avait préconisé autrefois uniquement sur le plan européen. Même le terme-clé dont s'est servi Dean Rusk est très proche du sien : alors que Kennan parlait autrefois de « contenir » ou d' « endiguer » l'expansion soviétique (« contain ») Dean Rusk parle dans son exposé d' « enrayer » ou d' « arrêter » (« check » et « prevent ») l'expansion du communisme.

« Quels sont nos intérêts de sécurité mondiale en jeu dans la lutte au Vietnam ?

« On ne peut pas les voir clairement en fonction de la seule Asie du Sud-Est ou uniquement en fonction des événements des derniers mois. Nous devons considérer les problèmes en perspective. Nous devons comprendre que ce que nous cherchons à faire au Sud-Vietnam fait partie d'un processus qui se poursuit depuis longtemps — empêcher l'expansion et l'extension de la domination communiste par l'usage de la force contre les nations plus faibles sur le périmètre du pouvoir communiste.

« Là est le problème tel que nous le voyons. Les communistes eux-mêmes ne voient pas non plus le problème isolé. Ils voient la lutte au Sud-Vietnam comme partie d'un dessein plus vaste d'extension constante du pouvoir communiste par la force et la menace.

« J'ai remarqué qu'au cours de vos audiences des objections ont été soulevées contre l'emploi du terme « agression communiste ». Il me semble que nous ne devons pas nous tromper ou tromper le public en fermant les yeux sur ce que signifie cette expression. La crise profonde de cette époque d'après-guerre tourne autour d'une lutte majeure dont l'enjeu est la nature même de la structure politique du monde. Avant que les canons de la deuxième guerre se fussent tus, beaucoup de gouvernements s'étaient réunis pour réfléchir longuement et sérieusement à la structure de la vie internationale, au genre de monde que nous devions essayer de bâtir, et qui inscrivirent ces idées dans la Charte des Nations Unies. Cette Charte établit une société indépendante d'Etats indépendants, petits et grands, ayant droit à leur existence nationale propre. ayant le droit d'être à l'abri de l'agression, coopérant librement par-dessus les frontières nationales dans l'intérêt commun et réglant leurs différends par des moyens pacifiques. Mais le monde communiste est revenu à sa revendication, ce qu'il appelle « révolution mondiale », un monde de coercition en contradiction directe avec la Charte des Nations unies. Il peut y avoir des divergences dans le monde communiste sur les méthodes et les techniques et le leadership du monde communiste lui-même, mais tous ont en commun leur attachement à la « révolution mondiale » et au soutien qui doit lui être apporté par ce qu'ils appellent les « guerres de libération ».

« Ainsi donc, ce à quoi nous faisons face au Vietnam est ce à quoi nous avons déjà fait face en de nombreuses occasions — la nécessité d'enrayer l'extension du pouvoir communiste afin de sauvegarder une stabilité raisonnable dans un monde précaire. Cette stabilité fut atteinte dans les années d'après guerre grâce à la vaillance mise par les nations libres à défendre l'intégrité des arrangements territoriaux d'après guerre. Et nous connaissons une certaine stabilité depuis quinze ans. Il ne faut pas qu'elle soit détruite maintenant.

« Comme tant de nos problèmes aujourd'hui, la lutte au Sud-Vietnam a pour origine les bouleversements de deux guerres mondiales. La deuxième guerre mondiale a parachevé le processus commencé par la première. Elle a démantelé une structure de forces qui existait depuis cent ans. Elle a mis en mouvement de nouvelles forces et énergies qui ont refait la carte du monde. Non seulement elle a affaibli les nations activement engagées dans les combats mais elle a eu des effets secondaires d'une grande portée. Elle a sapé les fondements de la structure coloniale par laquelle une poignée de puissances dominaient un tiers de la population du monde, et le vent du changement et du progrès qui souffle avec violence depuis vingt ans a abattu presque complètement ces structures.

« Pendant ce temps, les nations communistes exploitaient le tumulte d'un temps de transition pour étendre la domination communiste à d'autres régions du monde.

« Les Etats-Unis se sont trouvés pour la première fois devant la menace des ambitions communistes en Europe, quand, l'une après l'autre, les nations situées aux frontières orientales de l'Union soviétique tombaient sous la domination de Moscou grâce à la présence de l'armée rouge.

« Pour arrêter ce raz de marée, les Etats-Unis offrirent le plan Marshall afin de renforcer les nations d'Europe occidentale puis proposèrent d'organiser avec ces nations un système de sécurité collective par l'intermédiaire de l'O.T.A.N. L'avance du pouvoir communiste fut ainsi arrêtée et l'Union soviétique adapta peu à peu sa politique à cette situation.

« Mais l'O.T.A.N. installé depuis à peine un an, les communistes prenaient le pouvoir en Chine. Cela créa une nouvelle et grave menace, en particulier pour les nouvelles nations faibles d'Extrême-Orient formées à la place des anciens empires coloniaux. Les problèmes de l'Asie étaient certes différents de ceux de l'Europe. Mais le résultat a été sensiblement le même : instabilité, incertitude et vulnérabilité devant à la fois le tyran et l'agresseur. L'Europe occidentale, avec ses institutions gouvernementales et sociales traditionnelles se releva vite. Mais certaines des nouvelles nations d'Asie — surtout celles qui n'avaient pas connu l'autonomie depuis un siècle et davantage — continuaient à se trouver devant un problème beaucoup plus formidable auquel elles font encore face aujourd'hui.

« Le premier test en Asie eut lieu en Corée — quand les forces des Nations-Unies — en majorité américaines — arrêtèrent la poussée de la Corée du Nord communiste soutenue par l'aide matérielle de l'Union Soviétique. Elles arrêtèrent l'armée chinoise qui suivait, mirent fin à l'effort des communistes pour enfoncer la

ligne qui avait été tracée et établir le pouvoir communiste dans la péninsule de Corée.

« Nous fîmes la guerre de Corée — qui, comme la lutte au Vietnam, se déroulait dans un pays lointain, à des milliers de kilomètres de distance — pour défendre un principe vital pour la liberté et la sécurité de l'Amérique, le principe qui veut qu'on empêche le monde communiste de s'étendre en piétinant l'un après l'autre les accords conclus pendant et après la guerre en vue de marquer les limites extérieures de l'expansion communiste par la force...

« Au cours des cinq années qui suivirent la conférence de Genève, le régime d'Hanoï mit sur pied au Sud-Vietnam une organisation politico-militaire secrète autour des cadres qui avaient reçu l'ordre de rester dans le Sud. Une grande partie de l'activité de cette organisation avait pour objet l'assassinat de civils sud-vietnamiens choisis. Plus de 1.000 civils furent tués ou enlevés entre 1957 et 1959. Rien qu'en 1960, les terroristes assassinèrent 1.400 fonctionnaires locaux et en enlevèrent 700 autres, tandis que les guérillas armés tuaient 2.200 militaires et fonctionnaires de la sécurité.

« En septembre 1960, le parti Lao Dong — Parti communiste du Nord-Vietnam — tint à Hanoï son troisième congrès. Ce congrès décida de créer une organisation de façade pour entreprendre la subversion au Sud-Vietnam. Trois mois plus tard, le Front national de Libération était créé pour fournir une façade politique à la conduite d'une guerre active de partisans. A partir de 1960, le régime d'Hanoï fit s'infiltrer dans le Sud-Vietnam des militants disciplinés auxquels le Parti avait donné l'ordre de gagner le Nord lors du règlement. Dans l'intervalle, depuis 1954, ces hommes avaient été entraînés à l'art du sabotage et de la subversion. Maintenant ils avaient l'ordre de recruter des jeunes gens dans les villages par la force ou la persuasion, et de former les cadres des futures unités de partisans.

« Tout cela a été établi par le comité juridique de la commission internationale de surveillance et de contrôle. Cet organisme, établi pour surveiller l'exécution du cessez-le-feu au Vietnam, est composé de membres indiens, polonais et canadiens. Le comité juridique, sur l'objection de la Pologne, rapportait en 1962 :

« Selon les indications qu'on possède, des armes, des munitions et autres fournitures ont été envoyés de la zone Nord dans la zone Sud en vue de soutenir, organiser et entreprendre des activités hostiles, y compris des attaques armées, contre les forces armées et l'administration de la zone Sud.

« On a des raisons de croire que l'A.P.V.N. (c'est-à-dire l'armée nord-vietnamienne) laisse utiliser la zone Nord pour inciter, encourager et soutenir les activités hostiles dans la zone Sud visant à renverser le gouvernement du Sud. »

« En trois ans, de 1959 à 1961. le régime du Nord-Vietnam fit passer 10.000 hommes dans le Sud, en 1962, 13.000 autres. Et à la fin de 1964, plus de 40.000 guérilleros armés et non armés étaient passés d'une zone à l'autre.

« Depuis plus d'un an, les communistes ont apparemment épuisé leur réservoir de ressortissants du Sud émigrés dans le Nord. Depuis, la majorité des hommes engagés dans le Sud sont natifs du Nord-Vietnam. Tout récemment, Hanoï a commencé à infiltrer en nombre croissant des éléments de l'armée nord-vietnamienne. Aujourd'hui, on a des preuves que neuf régiments des forces régulières du Nord-Vietnam combattent dans le Sud en unités organisées. »

III. C. L. Sulzberger : Contre les néo-isolationnistes

Le commentateur de la politique étrangère du *New York Times*, C.L. Sulzberger, appartient à la famille qui dirige ce journal, le plus influent aux Etats-Unis. Il vit depuis plus de 25 ans à l'étranger. Paris est son point d'attache ; mais il fait régulièrement le tour du monde. C'est un des rares journalistes qui ait eu l'occasion d'approcher pratiquement tous les Chefs d'Etat, à l'Est comme à l'Ouest, en Europe, en Asie et en d'autres régions du monde. Arrivé à New-York à la fin de février dernier, au cours d'un nouveau tour du monde, il publia le 25 février cet article polémique pour réagir contre ce qu'il venait de constater dans certains milieux de son pays, à commencer probablement par la direction de son journal.

« Trois batailles concomitantes sont aujourd'hui en cours dans la guerre du Vietnam. L'engagement militaire est en train d'être lentement gagné. L'opération politique et sociale a été au moins et enfin reconnue comme un facteur stratégique. Mais la troisième et la plus importante bataille, celle de Washington, présente les signes inquiétants d'un désastre.

« Le général Taylor a eu raison de dire que la France a perdu l'Indochine à Paris et non à Dien Bien Phu. La réfutation de cette affirmation par Mendès-France manquait, au mieux, de sincérité. Et maintenant, au nom de la démocratie, les Etats-Unis semblent avoir d'excellentes chances de perdre leur propre campagne d'Indochine à Washington.

LE ROLE DES PONTIFES

« Le grand débat sur la politique au Vietnam a été marqué par la fausse information, la passion, l'opportunisme politique, la vanité et des traces d'antipathie pateline pour le président Johnson. Pékin et Hanoï ont dû puiser de nouveaux encouragements dans l'alliance entre ceux qui ne savent rien et ceux qui savent tout chez nous.

« En tant que nation, nous vénérons les pontifes qui font des déclarations occultes sur la stratégie. L'opinion publique et ceux qui aspirent à la guider sont en effet des facteurs vitaux dans la guerre et la révolution.

« Napoléon a dit : « Trois journaux hostiles sont plus à craindre que mille baïonnettes », et la presse de Lyndon Johnson semble de plus

en plus remplie de baïonnettes. Le duc de Morny a fait observer qu'on peut tout faire avec cette arme, sauf s'asseoir dessus.

POINT DE VUE DE KENNAN

« Puisqu'ils ont choisi de se proclamer plus sages que le gouvernement, j'estime qu'il n'est que juste d'examiner les jugements de certains critiques de l'administration, dont les plus distingués du côté libéral sont le brillant George Kennan, autrefois auteur de notre politique de containment de la Russie, et Walter Lippmann. L'ambassadeur Kennan, aujourd'hui « néo-isolationniste » déclaré, pense que « *nous devrions nous montrer plus détendus et moins terrifiés par ce qui se passe dans les petits pays d'Asie et d'Afrique, et ne pas sauter comme un éléphant effrayé par une souris...* »

« Kennan lui-même n'est pas imbattable, comme il l'a montré en poussant Moscou à demander son rappel comme ambassadeur, et plus tard par son irascibilité avec les journalistes yougoslaves. C'est évidemment à côté de la question, mais je ne comparerais guère à une souris la menace du dynamisme chinois en expansion.

« Le totem des opposants libéraux à Johnson est Walter Lippmann, qui a atteint à une éminence de tour d'ivoire comme philosophe public dont les sentences sont chargées d'une autorité particulière. Le 19 mai 1933, après avoir lu un discours du chancelier Hitler, Lippmann déclarait :

« *Nous avons entendu une fois de plus, à travers le brouillard et le tumulte, l'hystérie et les passions d'une grande révolution, la voix authentique d'un peuple vraiment civilisé. Je suis non seulement disposé à le croire, mais il me semble que toute l'expérience historique oblige à le croire.* »

« AIMABLE INEPTIE »

« Lippmann connaissait déjà bien l'Europe et l'Allemagne de sorte qu'une prescience si lucide et rassurante avait une base. Il connaît peu l'Asie et ne connaît pas du tout le Vietnam. Sa parabole comparant la puissance de la Chine et de l'Amérique à un éléphant et une baleine est une aimable ineptie. Si la péninsule du Sud-Est asiatique tombait sous la suzeraineté de la Chine, il est évident que l'Indonésie connaîtrait le même sort. L'Australie et les Philippines seraient directement menacées.

« On ne peut qu'espérer que les conseils que le président Johnson reçoit dans le privé sont supérieurs à ceux qu'on lui donne en public. Le sénateur Gruening recommande de ne pas envoyer au Vietnam de soldats du contingent — comme pour s'assurer que nous singeons en détail le désastre de la France en Indochine. Le sénateur Robert Kennedy propose que les communistes fassent partie du gouvernement de Saïgon. Il serait plus honnête de suggérer qu'on abandonne le Vietnam sans même se donner la peine de négocier.

ESPOIR NAIF

« Les stratèges qui ne comprennent rien à la guerre révolutionnaire ont pensé que nous pourrions rester au Sud-Vietnam — mais confiner nos troupes à des enclaves limitées. C'est plus naïf encore que l'espoir qu'eut la France d'écraser l'Allemagne en se retranchant sur la ligne Maginot.

« Ce qui s'est dégagé jusqu'à présent du grand débat, c'est un doute profond de nous-mêmes et une ignorance profonde du monde où nous vivons. D'élégantes platitudes fondées sur un mythe sont offertes au président comme substituts à une politique.

« Un vieil adage chinois dit : « Si tu te connais toi-même et si tu connais ton ennemi, tu gagneras cent fois cent batailles. » Nous ne nous connaissons pas très bien et il est douteux que nous connaissions notre ennemi. »

Le vrai visage du « Front National de libération du Sud-Vietnam »

Au début de 1930, trois partis en Indochine se réclamaient de Marx, de Lénine et du communisme : le Parti communiste indochinois, ou P.C.I., « La Ligue communiste indochinoise » et le P.C. annamite ou *Vietnam Cong Sang Dang* en abrégé *Vietcong*. Ho Chi Minh trancha la querelle en convoquant à Hong-Kong en février 1930, une réunion clandestine dite « Conférence d'Unification ». Le P.C.I. fut reconnu comme le seul Parti communiste, les deux autres y adhérèrent et proclamèrent leur dissolution pour entrer à leur tour dans le Front National Unifié ou *Lien Viet* qui, en 1943, lors de la dissolution du P.C.I., rassembla des organisations diverses dont le *Vietnam Doc Lap Dong Minh* ou « Ligue pour l'Indépendance du Vietnam » plus communément connue sous l'appellation abrégée de *Vietminh* et de *Lao Dong*.

Le *Vietcong* ne se détacha du *Lien Viet* qu'en 1962 pour adhérer au F.N.L.S.V. sous le nom de « Parti Populaire Révolutionnaire », véritable fer de lance du F.N.L.S.V. Dans la résolution de son C.C. il reconnut que « *le Parti Populaire Révolutionnaire est le Parti Lao Dong du Vietnam qui travaille dans le Nord et dans le Sud sous la direction du Parti* ayant *à sa tête le camarade Ho Chi Minh* ». Expli-

quant cette résolution en termes clairs à l'usage des militants, le C.C. précisa : « *Tout d'abord, il faut bien comprendre qu'il s'agit seulement d'un changement de nom. Bien que le nom officiel diffère de celui employé au Nord-Vietnam, la section du Parti au Sud est une section du parti Lao Dong dirigé par le Comité Central du Parti et ayant à sa tête le Président Ho Chi Minh... A part le nom, il n'y a rien de changé* ».

Les Accords de Genève de 1954 bloquèrent un temps, sur le plan politique et militaire, les communistes dans leur conquête du Sud. Auparavant, des dirigeants du *Lao Dong* avaient exercé des fonctions importantes dans le pays, au sud du 17e parallèle. Ung Van Khiem, actuel ministre de l'Intérieur de la R.D.V., originaire du Sud, fut président du Comité Exécutif du Nam-Bo (Cochinchine) ; Le Duan, également originaire du Sud et à demi Chinois, aujourd'hui Premier Secrétaire du C.C. du *Lao Dong* et membre du Bureau Politique, fut commissaire politique de la Résistance du *Nam-Bo*. Le Duc Tho, Secrétaire du C.C. du *Lao Dong* chargé de l'organisation du parti et membre du Bureau politique, le fit rappeler au Tonkin après la tournée d'inspection qu'il effectua dans le Sud avec le titre officiel de « Délégué de la R.D.V. ». Enfin Nguyen Duy Trinh, présentement ministre des Affaires Etrangères de la R. D.V., fut commissaire politique de la « Zone 5 » (Centre-Annam). Ce fut là qu'il prit contact avec un révolutionnaire marxiste passé maître dans l'action clandestine : *Vo Chi Chong*, membre du *Vietcong* de jadis qui devint plus tard le chef du « Parti Populaire Révolutionnaire ».

A la fin de 1954, ces chefs communistes furent rappelés à Hanoï, ils étaient trop connus au Sud. Ils furent remplacés par des personnalités moins voyantes. Seul, Ung Van Khiem effectuerait encore aujourd'hui des missions de liaison auprès des membres du C.C. du *Lao Dong* installés dans les « zones libérées ».

On s'employa alors à préparer l'étape suivante, la conquête du Sud. Le C.C. du *Lao Dong* créa vers 1955-56 à Hanoï un « *Comité Spécial pour le Sud* » composé de trois membres : Le Duc Tho, Pham Hung, membre du Bureau Politique, et un membre nouvellement nommé au C.C. : le général Nguyen Van Vinh, qui venait d'être expulsé de l'armée nationale de Ngo Dinh Diem où il dirigeait la mission de liaison auprès de la Commission Internationale de Contrôle, et qui ne tarda pas à assumer en R.D.V. la présidence du *Mouvement pour la Réunification Nationale*.

Ces trois hommes dirigèrent dans les débuts l'armée vietcong. Jusqu'en 1959, ils ordonnèrent à leurs hommes de ne plus prendre aucune initiative militaire, de cacher leurs armes (d'après les rapports de la C.I.C., il fut découvert au Sud-Vietnam pendant cette période 3.561 dépôts d'armes, allant du fusil aux canons et mortiers de 71 mm. et de 120 mm., etc.), mais d'essayer de se mêler à la population locale selon les principes de Mao Tsé-toung. Ce fut à cette époque que Hanoï reconnut publiquement son ingérence dans le Sud.

Dans un article publié en juillet 1959 dans l'organe du P.C. belge *Le Drapeau Rouge*, Ho Chi Minh écrivit cette phrase significative : « *Nous édifions le socialisme au Vietnam, mais nous ne l'édifions que dans une partie du pays, tandis que dans l'autre partie, nous devons encore diriger et mener à bonne fin la révolution démocratique et anti-impérialiste* ». Le général Vo Nguyen Giap fut encore plus net dans l'article qu'il publia en janvier 1960 dans la revue mensuelle du Parti *Hoc Tap* (« Etudes »), en déclarant : « *Le Nord Vietnam est la base révolutionnaire pour l'ensemble du pays* ».

Enfin, dans son rapport au IIIe Congrès du Parti *Lao Dong*, qui se tint à Hanoï du 5 au 10 septembre 1960, le Premier Secrétaire, Le Duan, annonça la création d'un front en ces termes :

« *Pour assurer la victoire complète du mouvement révolutionnaire du Sud-Vietnam, le peuple sud-vietnamien, sous la direction du parti lénino-marxiste et de la classe ouvrière, doit constituer un large front des travailleurs, des paysans et des soldats... Ce Front doit réunir tous les partis patriotiques et tous les mouvements religieux ainsi que toutes les organisations politiques qui luttent contre la clique U.S.-Diem. Ce Front doit avoir pour objectif principal de renverser le régime Diem, d'abolir la présente constitution, d'orienter la politique étrangère du Sud-Vietnam vers le neutralisme et d'établir des relations normales entre le Nord et le Sud, premier pas vers l'unification pacifique du pays* ».

Le 20 décembre 1960, la très officielle « Agence Vietnamienne d'Information » (A.V. I.) dont la direction dépend de la présidence du Conseil de la R.D.V., annonça la création du « *Front National de Libération du Sud-Vietnam* » (F.N.L.S.V.).

LE FRONT ET SES DIRIGEANTS

Calquant sa structure sur celle de tous les « fronts nationaux » de stricte obédience communiste comme le *Lien Viet* à Hanoï, le « *Front Démocratique Populaire* » à Pékin, ou le *Neo Lao Haksat* au Laos, le F.N.L.S.V. à ses débuts se garda bien d'afficher sa véritable couleur afin de n'effrayer personne.

On apprit seulement en 1961 le nom de son président : Me Nguyen Huu Tho, un bourgeois de Saïgon-Cholon, avocat, puis celui d'un vice-président : le Vénérable Son Vong, un bonze. Ces noms rassurèrent ceux qui craignaient une direction communiste. Parmi les organisations de ce front on cita, par exemple, « L'Association pour la Protection des Mères et des Enfants au Sud-Vietnam », celle des « Boud-

Le prochain numéro d'EST et OUEST paraîtra le jeudi 21 avril 1966

dhistes de Luc-Hoa au Sud-Vietnam », des « Etudiants pour la Libération », etc...

Ce camouflage dura deux ans, le temps de mettre sur pied un organisme avec de multiples ramifications dissimulant en son sein la section sud-vietnamienne du *Lao Dong* : « *le Parti Populaire Révolutionnaire du Vietnam* », dirigé par Vo Chi Chong. Ce parti, dont la création fut annoncée en janvier 1962, proclama dans son manifeste qu'il « *se porte volontaire pour lutter comme troupe de choc en première ligne de cette épreuve de force* « (*Nhan-Dan*, 4 avril 1962) et reconnut ses liens avec le *Lao Dong*.

La création de ce parti fit tomber le masque dissimulant le vrai visage du « Front ». Ce ne fut pas par coïncidence que le F.N.L.S.V., créé en 1960, tint son premier congrès à Hanoï du 16 février au 3 mars 1962. Le *Lao Dong* voulut que sa section sud-vietnamienne fut auparavant solidement organisée et implantée dans ce « front ».

Le programme politique du F.N.L.S.V., diffusé par Radio-Hanoï, insista, conformément au rapport de Le Duan au IIIe Congrès du *Lao Dong*, sur le côté « démocratique » du Front.

LA STRUCTURE DU F.N.L.S.V.

Actuellement, le F.N.L.S.V. comprend une vingtaine de partis et d'organismes dirigés par un Comité Central de 52 membres dont sept composent le praesidium. Voici, d'après des documents et publications de la R.D.V. et du F.N.L.S.V., la structure de ce « front » :

a) *Partis et organismes :*

— Parti Populaire Révolutionnaire du Vietnam
— Parti Démocrate
— Parti Radical-Socialiste
— Association des Travailleurs pour la Libération
— Association des Paysans pour la Libération
— Association des Anciens Résistants
— Association des Bouddhistes de Luc-Hoa au Sud-Vietnam.
— Association des Bouddhistes Patriotes du Nam-Bo occidental
— Association des Journalistes Patriotes et Démocrates
— Association des Ecrivains et Artistes pour la Libération
— Association des Enseignants Patriotes
— Association pour la Protection des mères et des enfants au Sud-Vietnam
— L'Union des Femmes pour la Libération
— L'Union de la Jeunesse Populaire et Révolutionnaire
— L'Union des Etudiants pour la Libération.
— L'Union des Pionniers pour la Libération.
— Mouvement pour l'autonomie du Tay Nguyen (Hauts-Plateaux)
— La Croix Rouge de Libération
— Le Comité Sud-Vietnamien de la Paix
— Le Comité Sud-Vietnamien de solidarité afro-asiatique
— Les forces armées d'auto-défense

auxquels il convient d'ajouter les « *Forces Armées de Libération du Sud-Vietnam* » ou F.A. L.S.V.

b) *Le Comité Central :*

Environ la moitié des membres du C.C. est actuellement connue :

— Président du Praesidium du C.C. : Me Nguyen Huu Tho, avocat, ancien vice-président du « Mouvement de la Paix » pour Saïgon-Cholon.

— Vice-Présidents : Vo Chi Chong (Parti Populaire Révolutionnaire du Vietnam), Dr Phun Van Cung (Président du « Comité Sud-Vietnamien de la Paix » et Président de « la Croix Rouge de Libération »), Professeur Nguyen Van Hieu (Secrétaire-Général du « Parti Radical-Socialiste », Secrétaire-Général de « l'Association des Journalistes Patriotes et Démocrates » — fut de 1960 à 1964 Secrétaire-Général du F.N.L.S.V. —, chef de la délégation permanente du F.N.L.S.V. à Prague), Vénérable Son Vong (dirigeant bouddhiste d'origine khmère) et Y Bib Alco (Président du Comité Exécutif du « Mouvement pour l'autonomie du Tay-Nguyen — Hauts-Plateaux).

— Secrétaire-Général : Huynh Tan Phat, architecte, Secrétaire-Général du « Parti Démocrate ».

— Membres : Tran Buu Kiem (« Union des Etudiants pour la Libération »), Tran Huu Trang (écrivain), Joseph-Marie Ho Hue Ba (patriote catholique), Thich Thien Hao (bonze bouddhiste), Nguyen Van Ngoi (caodaïste), Nguyen Ngoc Thuong, professeur (« Association des Enseignants Patriotes »), Nguyen Van Thien (fut chef de la délégation du F.N.L.S.V. à la Conférence des Trois Continents à La Havane), Le Van Tha, ingénieur, Tran Van Thanh (chef de la délégation permanente du F.N.L.S. à Pékin), Dang Quang Minh (chef de la délégation permanente du F.N.L.S.V. à Moscou), Tran Hoi Nam (ambassadeur itinérant qui se rendit en Pologne en Octobre 1965 pour y ouvrir une délégation permanente, puis en Roumanie le 11 novembre), Tran Bach Dang (Président de la Jeunesse Populaire et Révolutionnaire), Dinh Ba Thi (délégué permanent du F.N.L.S.V. à Budapest), Pham Van Chuong, Mmes Phun Van Cung (Présidente de « l'Association pour la Protection des mères et des enfants au Sud-Vietnam »), Nguyen Thi Binh, professeur (Vice-présidente de « l'Union des Femmes pour la Libération » — infatigable voyageuse qui en 1965 dirigea des délégations féminines du F.N. L.S.V. en Guinée, au Mali, en Indonésie, en Finlande, en Suède, en Autriche, en France, etc. —), Ma Thi Chu, pharmacienne, qui accompagna Mme Nguyen Thi Binh dans ses voyages, Le Thi Rieng (Vice-présidente de « l'Union des Femmes pour la Libération »), Bui Thi Me, professeur, Le Thi Cao, institutrice, etc.

c) *Représentations à l'étranger :*

Le F.N.L.S.V. fut représenté à l'étranger,

au début, par des « antennes » qui se transformèrent en « délégations permanentes ». Seule celle de La Havane a reçu le titre de « mission diplomatique permanente », les autres ne jouissent pas du statut diplomatique ce qui provoqua au moins un incident.

Dang Quang Minh, chef de la délégation du F.L.N.S.V. à Moscou, se targuant d'un titre de diplomate bien que ne figurant pas sur la liste diplomatique de l'U.R.S.S., fut placé le 27 août dernier, lors de l'arrivée de Nasser à l'aéroport de Moscou dans le groupe d'accueil avant les ambassadeurs de Grèce, de Turquie, du Chili, de Ceylan, de Mauritanie et de Somalie. Ceux-ci décidèrent de se retirer. La même scène se renouvella au Kremlin au cours d'une réception.

Malgré ces incidents, Dang Quang Minh fut chargé de plusieurs missions en Europe Orientale pour y ouvrir d'autres délégations permanentes. Il arriva ainsi en Bulgarie le 3 septembre 1965 et le 14 le communiqué conjoint F. N.L.S.V. « Front de la Patrie » bulgare annonçait la décision d'installer une délégation du « front » à Sofia. Dang Quang Minh se rendit du 14 au 25 septembre à Budapest dans le même but, à l'invitation du « Front Populaire Patriotique hongrois » ; la délégation fut installée peu de temps après sous la direction de Dinh Ba Thi. L'adjoint de Dang Quang Minh à Moscou, Nguyen Van Dong, effectua lui aussi de nombreux déplacements. Au cours d'une visite en Finlande et en Suède, il révèla le 19 octobre 1965, dans une déclaration, que les relations entre Pékin et le F.N.L.S.V. « *n'étaient pas particulièrement cordiales en ce moment* », déclaration qui ne fut jamais démentie.

Composition des délégations permanentes du F.N.L.S.V. à l'étranger :

- U.R.S.S. : chef : Dang Quang Minh (C.C.), adjoint Nguyen Van Dong.
- Chine Populaire : chef : Tran Van Thanh (C.C.), adjoint Nguyen Minh Phuong.
- Tchécoslovaquie : Nguyen Van Hieu.
- Algérie : chef : Huynh Van Tam, adjoint Vo Cong Trung.
- Cuba : Hoang Bich Son.
- R.D.A. : Duong Dinh Thao.
- Hongrie : Dinh Ba Thi.
- Indonésie : X... (délégation installée dans l'ambassade de la R.D.V. à Djakarta).
- R.A.U. : Bureau d'informations au Caire dépendant d'Alger.
- Roumanie, Bulgarie, Pologne : titulaire non encore désigné.

Ces délégations dépendent de « la Commission des Relations Extérieures » dont Tran Buu Kiem est le responsable.

d) *Autres organismes :*

D'autres « commissions » dirigent d'autres départements importants. Ainsi les « Forces Armées de la Libération » (F.A.L.S.V.) sont sous la coupe d'un « Bureau Politique des Forces Armées » ayant sous ses ordres deux commissions : la « commission politique » et la « commission opérationnelle ».

Sur le plan de l'information et de la propagande, le F.N.L.S.V. a fait de rapide progrès. Ne disposant au départ que de Radio-Hanoi et du journal des F.A.L.S.V. *Quan Giai Phuong*, le « front », possède « aujourd'hui 40 journaux, 17 revues, l'Agence de Presse de Libération *porte-parole officiel du Front* qui diffuse un bulletin quotidien extrêmement nourri sur la Résistance, une quarantaine de bulletins d'information et *Radio-Libération* qui donne chaque jour neuf émissions en cinq langues » (*Bulletin du Vietnam*, n° 71).

QUELQUES DIRIGEANTS DU F.N.L.S.V.

Malgré ses origines bourgeoises, M. Nguyen Huu Tho, président du praesidium du C.C. du F.N.L.S.V., donna de bonne heure des gages au *Lao Dong* et au Vietminh.

Né en 1910, à Cholon, il alla préparer sa licence de droit de 1922 à 1932 à la Faculté d'Aix-en-Provence. Inscrit au barreau de Saïgon, il fut enlevé par le Vietminh aux environs de 1948. S'attendant au pire, affirma-t-il plus tard, en raison de son attitude à l'endroit du gouvernement de Saïgon, Nguyen Huu Tho, à sa grande surprise, fut relâché peu après. Il subit uniquement un « lavage de cerveau » qui ne tarda pas à se révéler efficace puisque, avoua-t-il, « *regardant en moi-même, j'en pris honte et j'ai pris la décision de participer à la lutte bien que n'ayant encore aucune conscience d'aucune doctrine politique* ».

Il milita dans la section de Saïgon-Cholon du « *Mouvement pour la Paix* » dont il devint vice-Président et, en 1950, organisa une manifestation contre l'arrivée dans le Sud-Vietnam de navires de guerre et d'avions américains. Le Président du Conseil d'alors, M. Tran Van Huu, le fit arrêter et condamner à deux ans de prison qu'il purgea à Son-La. Une fois libéré, Nguyen Huu Tho ne tarda pas à récidiver dès que l'occasion s'en présenta. Sous le régime Ngo Dinh Diem il fut à nouveau arrêté et emprisonné. Mais en 1961, un commando vietcong le fit évader. Le F.N.L.S.V., créé quelques mois auparavant, l'accueillit mais avant de le faire élire président du praesidium du C.C., Nguyen Huu Tho dut faire son auto-critique devant le premier congrès :

« *Je n'ai pris conscience que très tard de mes devoirs envers le pays* », déclara-t-il publiquement. « *Pendant une longue période, sous le régime colonial, mes sentiments patriotiques sont restés endormis, en raison des ménagements que les colonialistes ont eus pour notre couche d'intellectuels...* ».

Nguyen Huu Tho fut réélu président du praesidium au IIe Congrès en janvier 1964 qui reconduisit la totalité des membres du C.C. dans leurs fonctions sauf un : le Secrétaire-Général Nguyen Van Hieu.

Le « Professeur » Nguyen Van Hieu naquit en 1923. Son activité professionnelle, mais surtout politique, suscita de nombreuses protestations. Le corps enseignant lui dénia le titre de professeur, arguant qu'il n'était qu'instituteur et journaliste. Il fut Secrétaire-Général du « *Comité pour la Paix* », Secrétaire-Général du « *Parti Radical-Socialiste* » et Vice-Président de « *l'Association des Journalistes Patriotes et Dé-*

mocrates ». Ces deux dernières fonctions provoquèrent des réactions immédiates au Sud-Vietnam : le « Parti Socialiste » légitime du Sud-Vietnam déclara répudier ce soi-disant « Parti Radical-Socialiste » et les journalistes de Saïgon n'avoir aucune connaissance de cette association de presse. Cela n'impressionna guère ce petit homme au visage rond qui fut, par la suite, un ambassadeur itinérant du F.N.L.S.V. à l'étranger. Il créa d'abord « l'antenne » de Prague d'où il dirigea en même temps celle de Berlin-Est qui dépend encore de lui. Dès 1965, il orienta en plus son activité vers l'Afrique. Son voyage en Tanzanie du 7 au 21 octobre à l'invitation de la « *Tanganyikan African National Union* » (T.A.N.U.) fut mal goûtée du public à tel point que le *Tanzanian Standard* du 19 octobre publia, entre autres, cette lettre : « *Tous les peuples épris de paix dans le monde savent que le Front (F.N.L.S.V.) est une organisation communiste soutenue par la Chine pour renverser le gouvernement légal et populaire du peuple libre du Sud-Vietnam. Pourquoi donc nos dirigeants invitent-ils maintenant ces gens dans notre pays paisible ? Pouvons-nous ainsi prétendre suivre la voie du pur neutralisme ?* ».

Son successeur au poste de Secrétaire-Général du F.N.L.S.V., Huynh Tan Phat, fut vice-président du C.C. à l'issue du premier congrès. Il permuta donc avec Nguyen Van Hieu. Depuis sa prise de possession de ses fonctions, Huynh Tan Phat, ancien architecte, petit, nerveux, qui fut Secrétaire-Général du « *Parti Démocrate* », abandonna la carte de la neutralité qu'il avait, dit-on, jouée jusqu'en 1963 pour s'aligner sur la politique du *Lao Dong* de guerre à outrance, tout en réclamant la représentation du F.N.L.S.V. à toute négociation éventuelle.

Un autre dirigeant du F.N.L.S.V. dont l'ascension récente provoqua des spéculations est Tran Buu Kiem. En fait, il reçut la récompense de ses activités passées. En effet, cet avocat, né en 1920, fut l'un des chefs de la jeunesse vietminh pendant la guerre d'Indochine. Après la signature des Accords de Genève, il opta pour le Nord où il alla parachever sa formation communiste. Il regagna clandestinement le Sud en 1960 où il ne tarda pas à prendre la direction de « *L'Union des Etudiants de la Libération* ». Brusquement, lorsque Nguyen Van Hieu fut nommé à Prague, Tran Buu Kiem passa, en plus, à « *la Commission des Relations Extérieures* » du F.N.L.S.V. dont il devint le dirigeant. Il l'est toujours.

On a récemment affirmé que le commandant en chef des forces armées du Vietcong est le général Nguyen Chi Tanh, membre du bureau politique du *Lao Dong*. Il fut d'abord chef du Département politique au ministère de la Défense de la R.D.V. pour y contrôler Vo Nguyen Giap et obtint, à cette époque : 1954-55, le titre de général à quatre étoiles pour être à égalité avec le commandant-en-chef de l'A.P.V.N. En réalité, Nguyen Chi Thanh, né en 1913, dans la province de Thanh Hoa est un instituteur. Il exerça à Hanoï en 1936, fit partie de la « section politique » du P.C.I. puis du Vietminh, fonda le « Mouvement de Jeunesse » du Nord-Vietnam. Membre du Bureau Politique du *Lao Dong* depuis 1960, Nguyen Chi Thanh siège également au « Conseil de la Défense Nationale » et fut vice-ministre des Coopératives agricoles de mai 1963 à juillet 1964.

A. TONG.

L'énigme démographique en Chine

NOTRE « Correctif à la prolifération chinoise » (cf. *Est et Ouest*, n° 352, du 15 décembre dernier) a été suivi de peu, dans les « Problèmes économiques » de la *Documentation française* (n° 938, du 21 décembre 1965), par la publication d'une étude de M. W.F. Wertheim, sociologue néerlandais spécialiste de l'Extrême-Orient, sur « La situation économique et sociale en Chine », étude tirée de la revue *Population* (n° de mai-juin 1965). Cet auteur compétent rend compte d'une visite faite en Chine en 1964, et il traite du problème démographique sous le titre quelque peu significatif autant que dubitatif : « La Chine est-elle sous-peuplée ? »

M. Wertheim prend la précaution d'écrire qu'il s'exprime « avec la plus grande hésitation, tant les chiffres que j'ai obtenus étaient difficiles à contrôler ». En effet, l'état-civil est aux mains de la police, et non des municipalités ou de services spécialisés du recensement. « Dans les deux communes voisines de Pékin, on ne put me fournir aucun chiffre démographique (...) Je commençais à m'étonner d'un système où tout est compté, cochons, poules et canards, mais non les hommes (...). Or, à la troisième commune, près de Changhaï, on m'a fourni partout le taux de natalité et de mortalité pour 1963 (...) Le soupçon me vint que des coups de téléphone annonçaient notre visite, ajoutant que ce Hollandais désirait les taux de natalité et de mortalité. On les fournissait... ».

M. Wertheim se réfère alors à une interview de Mao Tsé-toung avec Edgar Snow. D'après ce dernier, porte-parole habituel du communisme chinois, « l'enregistrement des naissances pourrait être assez exact, mais il y aurait lieu de soupçonner une certaine tendance à dissimuler les décès pour profiter plus longtemps des cartes de ravitaillement ». Edgar Snow ayant demandé à Mao le chiffre de la population et les résultats d'un récent recensement, « Mao répondit qu'*il ne le sait pas exactement*. Certains disent que la Chine compte de 680 à 690 millions d'habitants, *mais lui ne le croit pas*. Comment serait-ce possible ? »

Mao confirmait donc l'avis de M. Russel Warren Howe, publié dans le *Statist* de Londres et rapporté dans notre article sous cette forme : « Mais les Chinois n'en savent rien eux-mêmes ». Mao ne croit pas aux chiffres de 680 à 690 millions. Quand Edgar Snow observe qu'il

n'est pas difficile de dénombrer la population « sur la base des tickets de coton et de riz » remis à tous, Mao répond que « les paysans ont introduit une certaine confusion dans ces statistiques ». Avant le communisme, les paysans « dissimulaient les naissances de garçons » pour les soustraire à la conscription. Depuis le nouveau régime, c'est l'inverse : ils « ont tendance à déclarer de plus grandes familles, moins de terres et des récoltes plus faibles (...) Aujourd'hui, une nouvelle naissance est aussitôt enregistrée à l'état-civil. Mais un décès peut être dissimulé aux autorités pendant plusieurs mois » (pour profiter plus longtemps des cartes de ravitaillement, précise Edgar Snow).

Finalement, « la Chine connaît sans doute, dit Mao, *un notable déclin de la natalité* et les paysans n'adoptent que lentement les méthodes de limitation des naissances. Le déclin de la mortalité est probablement supérieur à celui de la natalité. La durée de vie moyenne des Chinois a, de plus, considérablement augmenté, passant de trente à cinquante ans ». On se demande comment a été supputée cette espérance de vie, alors que les données de base laissent tellement à désirer, de l'aveu même de Mao. Rappelons toutefois que l'article du *Statist*, cité par nous, disait textuellement : « Un enfant né en Chine aujourd'hui ne peut guère espérer plus que l'âge d'un Philippin, soit 51 ans », ce que Mao confirme à un an près. Mais cela ne s'applique pas aux « générations survivantes à un quart de siècle de guerres civiles et internationales ».

Le « notable déclin de la natalité » dont parle Mao est certainement une allusion aux mesures prises par le pouvoir communiste à l'effet de freiner la prolifération humaine, mesures signalées dans notre article en ces termes : « Actuellement, la limitation des naissances est à l'ordre du jour. Une loi communiste fixe à 20 ans au minimum l'âge du mariage pour les hommes, à 18 ans pour les filles. Des théoriciens du Parti proposent de porter ces âges à 25 et 23 ans, certains même à 29 et 27 ans ». M. Wertheim consacre un long passage de son étude à ce fait important qui indique un renversement complet de la tendance antérieure favorable au lapinisme. Sur ce point comme sur bien d'autres, l'infaillible Mao en est à sa deuxième palinodie, et il feint d'oublier ce qu'il affirmait naguère en préconisant une croissance illimitée de la population, sans égard à la production agricole.

M. Wertheim remonte à 1956 pour noter, dans les services médicaux, les premiers signes d'intérêt envers « la limitation et l'espacement des naissances » pour des raisons d'hygiène, de bien-être et d'éducation. Mais, poursuit-il, « depuis 1962, la propagande a gagné en ampleur et en intensité. Des arguments d'ordre économique sont ajoutés, alors même que les considérations malthusiennes sont encore proscrites (...) La limitation des naissances est conseillée avec beaucoup plus de force, non seulement par les services médicaux, mais par les organisations des femmes et le Parti ». L'activité des cadres « a surtout consisté à recommander de retarder les mariages, propagande qui semble avoir été assez efficace ». Plus loin, M. Wertheim, tenant compte « des vastes régions éloignées de tout centre urbain où le mouvement antinataliste doit être encore faible », et en acceptant les statistiques officielles que le *Statist* conteste, finit par conclure à un accroissement démographique de 2 à 2,5 pour cent par an. Il croit cependant que « ce taux d'accroissement devra bientôt baisser » tandis que les taux de mortalité, d'abord constants, tendront à s'accroître.

Il n'est pourtant pas douteux que la pression morale exercée par le Parti et par l'Etat sur la jeunesse chinoise pour en restreindre la fécondité ne cesse de s'accentuer et doive produire les effets voulus. De nombreux témoignages récents l'attestent. Citons celui d'un Belge qui a travaillé comme « expert » en Chine, M. Marcel Croës : « ... Il est instamment recommandé de se marier le plus tard possible : entre 25 et 27 ans pour les femmes, entre 28 et 30 pour les hommes. La pression sociale est telle que cette loi non écrite est à peu près universellement respectée ; ceux qui l'enfreignent s'exposent à la plus pénible des sanctions : la réprobation unanime de la famille et des collègues au travail » (*Figaro* du 25 février 1966). Le nouveau calendrier chinois révèle comme l'une des principales préoccupations du pouvoir le problème démographique : « pour le seul mois de janvier, trois feuilles portent sur ce sujet », l'une expliquant la nécessité de « planifier les naissances », la deuxième rappelant que l'avortement est libre et peut s'effectuer dans n'importe quel hôpital, la troisième conseillant de ne pas se marier avant 28 ans pour les hommes, 24 ans pour les femmes (*Monde*, du 5 janvier 1966).

Il est donc abusif de tabler sur des chiffres incertains et sur une courbe ascendante douteuse pour annoncer l'entrée prochaine d'un milliard de Chinois sur la scène du monde et pour menacer la « blanche espèce » indocile d'un séjour inconfortable au Jardin des Supplices. Car c'est de cela, et de cela seulement, qu'il s'agit. Personne ne peut départager à coup sûr les controversistes en matière de démographie chinoise et cent millions de Chinois en plus ou en moins ne changent rien à l'essentiel qui est politique et social, économique et technologique. Mais il importe de résister au chantage du péril jaune, donc de ne pas admettre sans examen critique des nombres imaginaires jetés dans le débat par des propagandistes mal intentionnés, puis répétés à la légère par des commentateurs sans compétence. Le mérite de l'article du *Statist* mis à contribution ici-même est d'opposer des arguments sérieux à des affirmations tranchantes qui ne se prêtent pas au libre examen et se dérobent à toute vérification impartiale.

Quelle que soit l'ampleur arithmétique de la multitude chinoise, elle ne justifie en aucun cas la soumission au chantage exercé par ses dirigeants ni l'acceptation de leur intrusion dans les affaires européennes et internationales. Avant que de compter un milliard de sujets, Mao peut envahir le Tibet et empiéter sur des frontières de l'Inde, mais devant les Etats-Unis ou l'Union soviétique, il se borne à des vitupérations oiseuses et à de vaines menaces. Il ne hasarde pas la moindre action qui risquerait de

lui faire « perdre la face », même avec une population double ou triple de celle des pays dont il maudit la collusion « impérialiste ». La loi du nombre ne prévaut pas dans un monde où domine le progrès scientifique et technique, où la Chine figure pour longtemps parmi les nations retardataires, nonobstant ses expériences atomiques de laboratoire dont elle est redevable à l'imprévoyance des Russes et des Américains qui ont instruit ses spécialistes.

« Un nouveau recensement ou calcul administratif a été fait en juillet 1964 ; on en attend les résultats avec beaucoup d'intérêt », écrit M. Wertheim. Certes, et l'on s'étonne de n'en rien connaître en mars 1966, ce qui autorise toutes les conjectures, surtout les moins fondées. Alors que Mao « ne sait pas exactement » le nombre des Chinois et « ne croit pas » au chiffre de 680 millions, le public occidental est nourri d'évaluations aussi généreuses qu'invérifiables. A titre d'exemples postérieurs à notre « Correctif », citons d'après la *Nation française* du 30 décembre dernier, une « passionnante étude signée de Jean Clair-Louis », tirée de la *Revue militaire générale* de décembre 1965 : ... Sur 750 millions de Chinois, 17 millions seulement appartiennent au parti communiste (...). Alors que faire, à l'égard de ce pays dont la population se chiffrera par un milliard d'individus avant l'an 2.000 ? Eh bien, d'abord, chercher à connaître ces hommes nouveaux (...) par la discussion et la négociation librement consenties. Alors les murs de la honte et de la méfiance tomberont, la muraille de Chine s'ouvrira ». On aimerait savoir les résultats de « la discussion et la négociation librement consenties » entre Pékin et Londres depuis bientôt vingt ans que les relations diplomatiques sont rétablies entre ces deux capitales. Également les résultats des conversations, plus récentes, entre les représentants de la France et ceux de la Chine, entre Mao et Malraux, entre de Gaulle et l'ambassadeur chinois à Paris. Mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire aux chiffres.

Le même numéro de la *Nation française*, à la même page, à quelques centimètres de la « passionnante étude », nous apprend que la Chine a 700 millions d'habitants, donc 50 de moins que ci-dessus, mais puisque ce sont des Chinois, il n'y a pas à se gêner. « La solution la plus *évidente* pour la Chine est de déverser ses excédents de population en Asie russe », continue imperturbablement la *Nation française*, pour que « le poids des masses comme le jeu des forces ôtent toute incertitude à l'événement ». Prévision qui implique, outre l'abolition des notions quantitatives et qualitatives, une étrange passivité des Russes tandis que se déverseront les excédents chinois en Sibérie ou au Turkestan. Cette perspective dite de « géopolitique », largement admise en France et ailleurs, découle de l'interprétation d'une courbe démographique aléatoire, pour l'essentiel, abstraction faite de tout ce qui peut concourir d'autre part à l'*événement* historique. Cela motive assez une discussion préalable sur la véracité des chiffres, d'autant que l'on assiste à un *crescendo* qui anticipe singulièrement sur le fatidique milliard de Chinois dont on nous menace si nous ne sommes pas sages (au sens où Mao l'entend).

Ainsi dans le *Monde* du 23 janvier dernier, M. Alfred Sauvy rend compte d'un livre de M. René Dumont sur *La Chine surpeuplée* (Paris, 1965) qui « apporte de saisissantes précisions », notamment sur « les quelque sept cent ou huit cent millions d'hommes qui peuplent la Chine ». Cette fois le chiffre de 800 millions est hardiment mis en-avant, pour la plus grande confusion de Mao qui « ne croit pas » aux 680 millions, mais dans l'ordre des « saisissantes précisions », la suite s'avère de plus en plus précise et saisissante, car « L'avenir du pays s'exprime dans le titre d'un chapitre : *Deux milliards de Chinois, chastes et austères* ». Du coup ce sont déjà 2 milliards de Jaunes qui se profilent à l'horizon et, saisissante précision, leur austère chasteté est en rapport direct avec leur nombre astronomique. Comme l'écrit M. Alfred Sauvy : « La caractéristique essentielle de René Dumont étant le courage, sans lequel il n'y a pas de vérité, donc pas de science sociale, nous trouvons des précisions diverses et rigoureuses, sans le moindre apriorisme, résultat de l'expérience pure ». Tant de vertus chez MM. Sauvy et Dumont, l'un recommandant l'autre, ont de quoi faire impression et elles incitent à se reporter aux mérites de ces deux annonciateurs de la tempête sur l'Asie dont le petit cap s'appelle Europe.

M. Sauvy se définit dans un livre : *Le pouvoir et l'opinion* (Paris, 1949) où il professe ce qui suit : « La vérité est parfois du mensonge en mouvement ou plutôt le mensonge est vérité en formation : mensonge au comptant, vérité à terme. Le tout est de gagner le terme (...). Est appelé escroc celui qui échoue et qui, parfois, n'a pas eu le temps suffisant de réussir » (p. 146). En U.R.S.S., « aucun besoin de travestir la vérité, d'inventer des faits imaginaires, il suffit de sélectionner, de tamiser comme un verre de couleur » (p. 160). « De même que les biens d'équipement priment aujourd'hui le bien-être pour assurer le bien-être de demain, de même les vacances de la vérité sont nécessaires pendant la période ingrate, pour faire éclater demain la pleine vérité » (p. 164). « Vu sous cet angle, le communisme actuel est un immense essai de vérité à terme et de liberté à crédit » (p. 165). « Dans tel ou tel pays où le communisme s'est introduit par la violence, l'opinion entière sera communiste dans une génération ; annoncer qu'elle l'est dès maintenant n'est qu'une anticipation » (p. 165). Par souci de brièveté, on ne prélève ici que quelques perles sur un collier plus ample (cf. le présent Bulletin, n° 59, du 16 décembre 1951, pp. 18-19). Le lecteur a compris qu'il s'agissait, en 1949, de justifier Staline et les pires abominations du stalinisme, « liberté à crédit », « vérité à terme ».

M. Dumont, lui, auteur du livre *Révolution dans les campagnes chinoises* (Paris, 1957), a donné sa mesure en plusieurs circonstances, notamment dans ses articles du *Monde* intitulés : « L'extraordinaire développement de l'agriculture chinoise. La récolte globale des aliments

de base a augmenté de 70 % en un an » (12 et 13 octobre 1958). Il y écrivait alors, en hommage à Mao, au lavage des cerveaux et au grand bond en avant : « ... Il s'agit là du progrès agricole le plus impressionnant depuis que le monde est monde ». Dans un colloque à l'Université de Bruxelles, tenu en octobre 1959, il ne craignait pas d'affirmer : « ... Je crois que la Chine détient actuellement le championnat du monde du progrès agricole, toutes catégories, et elle paraît avoir des chances de continuer à le détenir encore pendant un certain nombre d'années ». (Cf. pour plus de détails, Branko Lazitch : « Le grand bond en avant de Mao », dans *Est et Ouest*, n° 247 du 1er décembre 1960). On voit qu'en effet M. Dumont ne manque pas de « courage » et qu'en fait de vérité, de science, de précisions rigoureuses et saisissantes, d'expérience pure (M. Sauvy *dixit*), le public est servi. Rappelons succinctement les principaux chiffres illustrant « l'extraordinaire développement de l'agriculture chinoise, le « progrès agricole le plus impressionnant depuis que le monde est monde » : moins de 200 millions de tonnes récoltées en 1958, au lieu de 375 millions inscrites au Plan ; moins de 200 millions de tonnes en 1959, au lieu des 525 millions prévues (cf. *The Reporter*, New-York, 27 octobre 1960).

Sachant tout ce qui précède, on se sent quelque peu rassuré devant les 800 millions de Chinois, avant-garde des 2 milliards d'individus chastes et austères, que MM. Dumont et Sauvy nous annoncent avec des « précisions saisissantes ». Est-ce à dire que les calculs et les extrapolations de ces docteurs valent, en matière démographique, autant qu'en matière agricole ou que sur le communisme de Staline, « mensonge au comptant, vérité à terme » et surtout « liberté à crédit » (dans les cachots de la Loubianka et dans les camps de concentration en Sibérie) ? Notre « Correctif » et le présent article ont précisément pour objet d'examiner la question « sans le moindre apriorisme » et si nous avons aussi largement fait état de l'étude du *Statist* (n° du 3 septembre 1965), c'est que M. Russel Warren Howe y expose en toute objectivité diverses thèses en présence et sa propre hypothèse de travail sans se prononcer catégoriquement, faute de données décisives. Les calculs des uns et des autres oscillent entre 400 millions et 495 au total, selon l'appréciation du point de départ et du taux de croissance. Notre statisticien britannique ne demande pas mieux que d'admettre ce dernier chiffre et, en tant que profane en cette discipline, nous n'avons rien à y objecter, pas même aux 600 millions qui figurent dans *China Today* (organe du Parti, à Pékin), pourvu que les prophètes de malheur nous laissent en paix avec le milliard de Chinois qui leur sert d'*ultima ratio* pour propager un défaitisme anachronique devant le nouveau péril jaune.

Le recensement du 30 juin 1953 est sujet à caution et très contesté par de sérieux spécialistes. Nous en avons reproduit les résultats officiels en nous référant au livre de Roger Lévy (*La Chine*, Paris 1964) accessible à tous. Le *Statist* a fait état des articles de John S. Aird et de Leo Orleans parus dans le *China Quaterly* et auxquels il faudra revenir quand Pékin rendra compte du recensement de juillet 1964. Une chose certaine, le « notable déclin de la natalité » reconnu par Mao, confirmé de toutes parts, n'autorise pas à prolonger la courbe démographique de façon à supputer les 750 ou 800 millions d'âmes ni le milliard de Chinois dont on nous rebat les oreilles, même si les paysans sont lents à se plier aux recommandations du pouvoir.

Un memorandum du KDK Kojimachi Institute (du Japon) conteste courtoisement notre « Correctif », toutefois sans réfuter les analyses et raisonnements du *Statist*, mais en s'appuyant exclusivement sur les données chinoises officielles, et nous renvoie à l'ouvrage de S. Chandrasekhar (*China's Population*, Hong-Kong 1960), lequel compile aussi les mêmes chiffres. Cela revient à tourner dans le même cercle sans avancer vers la solution de l'énigme démographique en Chine. Seule la publication du recensement de 1964, au moins des résultats préliminaires, pourrait aider à en sortir, offrant alors des éléments nouveaux pour discuter, tant le memorandum japonais que la compilation de M. Chandrasekhar. Notons que celui-ci écrit dans sa Préface : « Les chiffres présentés ici sont réels (*factual*) dans ce sens qu'ils sont officiels ; certains m'ont été donnés sur ma demande et n'apparaissent pas dans les publications. Je me rends compte, cependant, que les statistiques sont fragmentaires et parfois même contradictoires. Mais en démographie chinoise, un peu de lumière vaut mieux que pas du tout ». Et il s'abstient de « commentaires et comparaisons, d'évaluations et de conclusions générales » qu'il réserve pour un autre ouvrage.

Pourquoi Mao, qui avait dit : « Le plus grand capital de la Chine est sa nombreuse population », se montre-t-il à présent si réservé, si prudent, sur ce chapitre ? Pourquoi les résultats du recensement de 1964, au moins les préliminaires, se font-ils si longtemps attendre ? Les réponses à ces questions inévitables se trouvent sans doute dans les propos tenus par les dirigeants chinois en 1959, quand Mao déclara devant Hsueh Mou-chio, chef du Bureau des Statistiques à Pékin, qu'il ne s'intéresse guère aux statistiques *si elles ne servent pas un but politique*, ce que Chia Chi-yun, successeur de Hsueh Mou-chio, explicita comme suit : « Le travail statistique est une arme de la lutte des classes et de la lutte politique. Nos bilans statistiques doivent refléter la grande victoire de la ligne du Parti et le progrès de tous les travaux dirigés par le Parti. Ces bilans ne doivent certainement pas être un simple exposé des faits objectifs » (*Planifications et statistiques*, Pékin, n° 14, 23 novembre 1959). De tels principes, s'ils sont toujours en vigueur, ne laissent pas beaucoup d'espoir à ceux qui s'appliquent à déchiffrer l'énigme démographique en Chine.

B. SOUVARINE.

Le numéro : 2,25 F

Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussman (8e)
Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e.